

N° 699 - 3 F.

DU 29 AVRIL AU 5 MAI 76

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE

DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

interview
EDMOND MAIRE



COMME EN 36 ?

Direction politique :
Alain Tlemcen

Rubriques :

- Où va la France ? : Léo Goldberg
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Lutttes en classes : Stéphane Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les damnés de l'intérieur : Dominique Lambert
- Les armes de la critique : Marion Lay
- L'arme à l'œil : Michel Incident

Collaboration :

- M. Camouis - M. Etienne - V. Fay - M. Guillien - J. Jullien - V. Leduc - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot

Dessinateurs :

J.F. Batellier - Cagnat - Desmoulin

Promotion :

J.L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin - J.P. Sallent

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Composition :

Compo-presse, Paris

Secrétariat de rédaction :

Monique Grima

Projet de maquette :

Bernard Melcion

Maquette :

Chantal Lender

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée 75015 Paris

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F.

spécial front populaire

l'histoire

- Pourquoi ? F. Turquan p. 4-5
Comme en 1936? M. Najman p. 6
Nous, les opposants au sectarisme : V. Fay p. 7

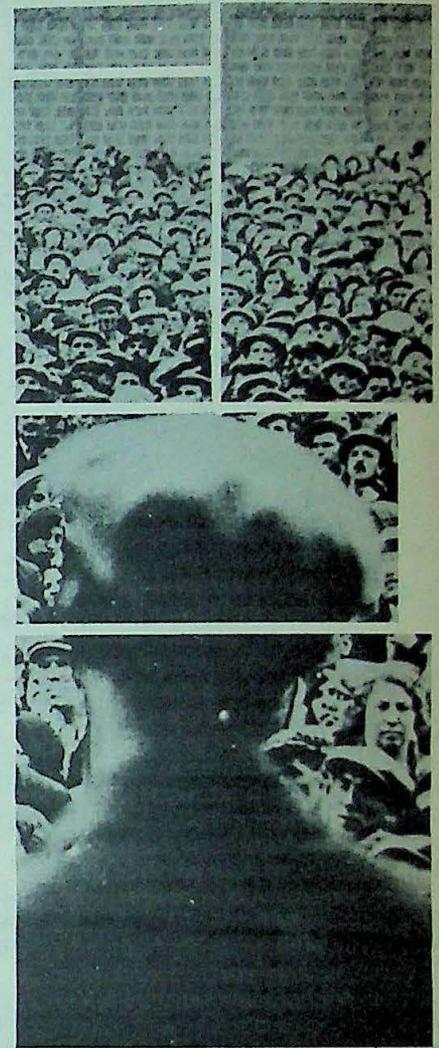
des témoignages

- Yvan Craipeau : Quarante ans déjà p. 8-17
Daniel Guérin : Une gauche révolutionnaire dans la SFIO p. 18
Marceau Pivert : Bonnes feuilles inédites p. 19
Wilebaldo Solano : Front populaire et révolution socialiste en Espagne p. 20
Maurice Jaquier : La Catalogne de nos espoirs p. 21

la vie au quotidien

- Les femmes aussi : Gabrielle p. 22
La culture populaire manquée : Jean Verger p. 22
Un cinéma populiste : Alain Tlemcen p. 23
L'attaque dessinée de la droite : caricatures p. 24

Nous remercions René Dazy et Robert Talpin de l'aide qu'ils nous ont apportée pour illustrer ce dossier.



quelques ouvrages

l'ouvrage de base reste

J. Danos et M. Gibelin, *Juin 36*, réédité dans la petite collection Maspéro en 1972 (2 vol.). Couvrant les années 1934 à 1938, il insiste particulièrement sur les aspirations révolutionnaires contenues dans les grèves de 1936. « La principale leçon de 1936, concluent les auteurs, c'est sans nul doute la force irrésistible que le mouvement ouvrier tire de son action unie pour les objectifs communs à tous ».

à lire aussi

G. Lefranc, *Le Front populaire*, collection Que sais-je ? n° 1209, synthèse brève et précise.

J. Bron, le tome 2 de son *Histoire du mouvement ouvrier français* (éd. Ouvrières, 1970), en particulier le chapitre 4 : *Les limites d'une politique réformiste*.

J. Ellenstein et coll. : *Le Front populaire*, éd. Sociales, 1972, pour connaître l'analyse et l'interprétation du PCF.

à écouter

La cassette du Centre populaire de formation socialiste (9, rue Borromée, Paris 15° - 27 F) par F. Turquant.

témoignages et documents

Vient de paraître un gros ouvrage (dont *TS* reparlera) de notre camarade Pierre Naville, *L'entre-deux-guerres* (EDI, 1975). Sous-titré *La lutte des classes en France entre 1926 et 1939*, c'est un recueil d'articles que P. N. a publiés entre ces deux dates dans diverses revues d'extrême gauche.

M. Jaquier, *Simple militant* (Denoël, 1974), « journal » politique de notre camarade lorsqu'il était militant de la Gauche révolutionnaire puis du PSOP.

D. Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, réédité chez Maspéro en 1970 (textes à l'appui). « Témoignage militant » très vivant.

J. Rabaut, *Tout est possible ; les « gauchistes » français de 1929 à 1944*, Denoël, 1974. Entretien et souvenirs, lecture de documents souvent inédits : sinon exhaustif, du moins fondé en rigueur historique.

Trois chapitres de l'ouvrage de notre camarade Yvan Craipeau, *Le mouvement trotskiste en France*, édité chez Syros en 1971, concernent l'action, les positions et les analyses du (des) courant (s) trotskiste(s) entre 1934 et 1939.

J.-P. Rioux, *Révolutionnaires du Front populaire* (collection 10/18, 1973), recueil de documents des différents courants révolutionnaires entre 1935 et 1938.

A. Rossel, *Été 36* (édition de la Courtille, 1976), passionnant recueil de fac-similés de la presse de l'époque.

G. Lefranc, *Juin 36*, numéro 22 de la collection *Archives* (1966) : particulièrement riche sur les grèves et les positions de la CGT.

à noter

Les prises de position et analyses de Léon Blum qui ont été éditées dans *L'œuvre de Léon Blum*, A. Michel, 1964.

Celles de Trotski dans *Où va la France ?* (Maspéro).

Les pages consacrées aux années du Front populaire dans le *Maurice Thorez, vie privée et publique*, de Ph. Robrieux (Fayard 1975).

Le numéro spécial de la revue *Le mouvement social*, publié par les éditions Ouvrières (12, av. Sœur-Rasolie, Paris 13°), en mars 1966, consacré au Front populaire.

Bibliographie établie par Christian Berger ■

offre spéciale SYROS

A l'occasion de la nouvelle formule et du spécial « Front populaire »

librairie

LOT N° 1

Jean Bron
Histoire du mouvement ouvrier,
trois volumes 89 F
Yvan Craipeau
Le mouvement trotskiste en France 30 F
Prix réel 119 F

LOT N° 2

Daniel Guérin
Front populaire, Révolution manquée 35 F
Maurice Jaquier
Simple militant 36 F
Jean Rabaut
Tout est possible 48 F
Prix réel 119 F

LOT N° 4

Pierre Naville
L'entre-deux-guerres
Prix réel 115 F

Notre proposition :
pour chaque lot FRANCO 100 F
Adresser commandes et règlements
aux éditions Syros
9, rue de Borromée, 75015 Paris.
CCP 19 706 28 PARIS.



Enfin ça y est. *TS* fait peu neuve. Il aura fallu du temps, du travail, de l'argent. Il en faut encore. Choisir le 1^{er} mai pour ce premier numéro n'est pas une simple coïncidence.

Le PSU est convaincu qu'une nouvelle phase de la lutte pour le socialisme s'entame.

Et il veut y prendre sa part avec de nouveaux moyens. Plus amples, plus ouverts, bref... à l'image du titre de son hebdomadaire.

TS reste bien sûr l'organe d'un parti. Il n'en est pas le cache-sexe. Il exprimera sa politique, ses campagnes, ses mots d'ordre.

Mais il exprimera aussi ses responsabilités. En direction particulièrement du large courant autogestionnaire, qu'on retrouve dans tous les combats qui annoncent le socialisme de demain.

Ces militants auront la parole dans *TS*. Sans souci d'étiquettes, mais avec celui, bien plus important, de faire avancer la réflexion et l'action. Chaque semaine, un dossier cherchera à approfondir la problématique de notre projet d'ensemble.

Les luttes seront toujours présentes, mais nous tenterons d'en tirer les leçons valables pour tous. L'analyse de la politique de ceux que nous combattons sera étendue, tant il est vrai qu'il faut connaître son adversaire pour le mettre à bas.

La vie quotidienne, ce fond commun de l'aspiration à une autre société, sera décortiquée, et les batailles sur ce terrain popularisées.

Bref, 24 pages bien remplies mais pas tartinées. Des bandes dessinées, des reportages photos, des pages magazines... une maquette prévue pour.

TS, maintenant, est l'affaire de tous. Il ne s'adresse pas qu'aux militants. Les militants doivent donc s'adresser aux autres...

Ça s'appelle porte-à-porte, campagne d'abonnements, promotion dans la presse locale, panneaux dans les lieux de travail et de vie... Tout est permis... même écrire.

Alors à vos plumes et à vos points de vente.

éditorial

juin 36 - mai 76

Juin 36 - mai 76. C'était hier... A deux mois près, il y a quarante ans, le Front populaire, deux mois d'avance, parce que les organisations syndicales ont voulu marquer d'une pierre blanche l'importance qu'elles attachent à la célébration du 1^{er} mai de cette année. Placée sous l'égide du quarantième anniversaire de ce formidable moment de l'histoire dont le souvenir ou le simple rappel agit comme un catalyseur sur les consciences ouvrières, la fête du travail, ou plutôt celle des luttes, n'est plus un simple rituel. Elle devient une manifestation, grosse de tous les espoirs des travailleurs d'en finir avec un gouvernement minoritaire dans le pays. Or, aujourd'hui, cet espoir-là s'investit dans la perspective d'une victoire électorale de la gauche.

La comparaison avec 1936 s'imposait donc. Le Front populaire, c'est pour nous, pour tous les travailleurs, le souvenir d'une lutte anticapitaliste qui posait la question de l'unité à la base. L'image de la jonction des cortèges, séparés jusque-là, des militants de la SFIO et du PCF revient à l'esprit comme un symbole. Mais, malgré l'élan populaire légendaire déclenché par l'unité au sommet des partis politiques, l'indispensable prolongement à la base n'a pas été suffisant. Même Maurice Thorez en faisait l'autocritique après coup.

Le Front « popu » évoque irrésistiblement les victoires ouvrières arrachées de haute lutte : les premiers congés payés, la semaine de quarante heures, les conventions collectives...

Une étape réelle, qu'on aurait tort de sous-estimer, dans la conquête de la dignité ouvrière.

Mais il y a eu 1938, après 1936. La déception de la défaite après un espoir fantastique. Tout était possible, or la révolution était manquée ! S'impose, pour nous, la nécessité de s'interro-

ger sur le débouché politique de l'unité ouvrière. Dans ce contexte, l'alliance avec le parti radical, le parti le plus puissant de la petite et moyenne bourgeoisie, a fortement oblitéré l'unité anticapitaliste réalisée sous le Front populaire.

L'absence d'organe de base consolidant les acquis et posant le problème du pouvoir aux travailleurs, montre aussi la nécessité d'une force révolutionnaire intervenant à tous les niveaux de la vie sociale et politique, tout en respectant le rythme de maturation du mouvement populaire. Posait également question la pratique d'alliances tactiques et conflictuelles qui permettent à cette force révolutionnaire de conserver intacte sa capacité de proposition au mouvement de masse.

Mais, dans notre intention de revenir sur le Front populaire, nulle attitude « rétro » d'anciens combattants rendant un hommage ému à un cher passé. *TS*, pour le premier numéro de sa nouvelle formule, a tenté d'esquisser une autre démarche.

Des acteurs et des témoins de l'époque parlent. Mais il s'agit, à l'aide de cette mémoire collective, de rendre utilisables les précieux renseignements d'hier, comme des armes dans le combat d'aujourd'hui et surtout d'un lendemain qui peut être prometteur si les révolutionnaires ne se trompent pas de priorités.

En ce 1^{er} mai 1976, le cortège en est une illustration. Au sein même du défilé des organisations traditionnelles, prennent place des mouvements qui expriment une autre dimension du combat : les comités de grève étudiants-enseignants, les comités de soldats, le Mouvement d'action santé et les médecins qui refusent l'Ordre pétainiste, les immigrés et leurs organes autonomes, les femmes...

C'est une image de l'unité qui fera date.

Alain Tlemcen ■

les heures exaltantes du Front populaire

Je crois que j'avais déjà accompli une longue marche sur la route qui a conduit de la « social-démocratie au socialisme » lorsque tout a commencé, le 12 février 1934. J'avais déjà médité longuement sur l'article non écrit de la Constitution en vertu duquel, lorsque la droite remporte une victoire électorale (1919-1928), elle gouverne pendant toute la durée d'une législature, tandis qu'une victoire de la gauche est pratiquement annulée au bout de deux ans sur quatre. J'en avais tiré des conclusions sur la différence entre la conquête du pouvoir et l'occupation des ministères en régime capitaliste ne remettant pas en cause les pôles de domination économique.

Je me souviens d'avoir quelque peu étonné, lors de la constitution en 1936 du premier gouvernement à direction socialiste, un excellent camarade et ami qui m'avait dit : « Voilà ce que nous rêvions depuis longtemps », en lui répondant : « Non, c'est certes un beau jour, mais ce que j'attends, c'est la construction du socialisme ». Or, elle n'était pas à l'ordre du jour. Le premier parti politique en France, jusque-là, était le parti radical dont on peut dire, à quelques exceptions près, qu'il était résolument conservateur sur le plan social.

D'autre part, lorsque les deux cortèges du parti socialiste et de la CGT d'une part, du parti communiste et de la CGTU d'autre part, se sont rencontrés le 12 février 1934, nul ne pouvait prévoir ce qui en résulterait. C'est la pression unitaire de la base qui a permis une première entente. Le pacte de Front populaire n'a été élaboré que quelques mois plus tard. Lorsque le parti socialiste a acquis la majorité des sièges, personne ne l'a mandaté pour en tirer la conséquence qu'il fallait construire le socialisme.

Mais le Front populaire a été une magnifique expérience et a réalisé des conquêtes qui ont dans une large mesure amélioré la condition ouvrière et paysanne. Je ne citerai que les congés payés et l'Office du blé qui ont résisté à toutes les tourmentes.

Bien sûr, comme on n'a pas procédé à des réformes de structure, bien des choses ont été ensuite remises en question. Je pense, pour ma part, que « l'unité populaire » que le PSU préconise devra prévoir une victoire définitive non pas seulement sur les grands monopoles, mais sur le capitalisme lui-même, et être assez hardie pour créer une situation de « non-retour ».

Edouard DEPREUX ■

une chronologie

1934

6 février : émeute des Ligues : 14 morts. Démission de Daladier.

9 février : manifestation CGTU/PCF à Paris : 9 morts.

12 février : grève générale sur appel séparé de la CGT et de la CGTU.

5 mars : manifeste du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes.

27 juillet : pacte d'unité d'action contre le fascisme entre le PC et la SFIO.

7 et 14 octobre : avancée du PC et de la SFIO aux élections cantonales.

13 novembre : discours de Thorez pour le « Front populaire du travail, de la liberté et de la paix ».

1935

Janvier : accord Laval-Mussolini.

10 février : défilé unitaire de la gauche à Paris.

22 mars : pacte d'unité d'action entre jeunesses communistes et jeunesses socialistes.

15 mai : entretiens Staline-Laval à Moscou.

16 juillet : décrets Laval.

25 août : la tactique du Front populaire est préconisée par l'Internationale communiste.

1936

16 février : victoire du Frente Popular en Espagne.

2-5 mars : réunification de la CGT.

26 avril-3 mai : victoire électorale du Front populaire.

11 mai-26 mai : débuts de la vague de grèves.

4 juin : formation du gouvernement Blum.

7 juin : accords Matignon.

10-11 juin : près de 2 millions de grévistes en France ; « il faut savoir terminer une grève » (M. Thorez).

13 juin : évacuation de Renault-Billancourt. Ferrat est exclu du PC.

7 juillet : discours de Salengro au Sénat.

6 août : le PC appelle au « front des Français ».

août : début des « procès de Moscou ».

6 septembre : discours de L. Blum à Luna-Park pour la non-intervention en Espagne.

26 septembre : dévaluation du franc.

17 novembre : Salengro se suicide après une campagne d'une extrême violence de la droite.

1937

13 février : « la pause » est annoncée par Blum.

16 mars : manifestation de Clichy.

21 juin : démission de L. Blum.

30 juin : deuxième dévaluation.

21 décembre : « aménagement » des 40 heures.

pourquoi ?



En 1936, l'Europe semble sur le point d'être submergée par la vague irrésistible du fascisme et de la réaction bourgeoise. L'Italie est soumise au joug fasciste depuis plus de dix ans, le salazarisme règne au Portugal. Tour à tour les Etats nés de la décomposition des grands empires du siècle précédent (Russie, Allemagne, Autriche-Hongrie, Turquie) sont dotés par leurs classes dirigeantes de types variés de dictature. La bourgeoisie et les propriétaires fonciers espagnols déclenchent la guerre civile. Avec la Grande-Bretagne, la Scandinavie et la Tchécoslovaquie, la France apparaît comme l'un des derniers « refuges » de la démocratie bourgeoise, l'un des rares pays où le mouvement ouvrier ne soit pas menacé de liquidation. Bien au contraire, les partis ouvriers, alliés à la gauche bourgeoise, y sont pratiquement dominants.

France, le dernier refuge

Etroitement lié à des événements extérieurs à la France, le processus de constitution du Front populaire — ou, du moins, la réussite provisoire de ce processus — trouve son explication dans la situation spécifique de la France de l'entre-deux guerres.

En France, le capitalisme, devenu pourtant plus rapidement dominant qu'en Allemagne, se caractérise alors par son caractère archaïque et sa relative faiblesse. En 1929, les destructions provoquées par la guerre ne sont pas encore entièrement réparées dans les branches comme la sidérurgie ou le textile. Le degré de concentration de l'industrie est faible, et ne progresse que fort peu dans les années 1920. En fait, cette faible progression se maintiendra pendant la crise ; cette concentration se manifeste essentiellement par l'existence de cartels et d'ententes entre firmes capitalis-

tes, et non par la constitution de puissants groupes industriels et financiers. Les innovations en matière de productivité et d'organisation du travail se propagent, mais à un rythme lent. Enfin, la France reste un pays agricole, où l'agriculture n'est encore que partiellement intégrée dans les circuits de production et de distribution capitalistes, sans pour autant être dominée par des structures latifundiaires de type semi-féodal (comme l'est encore l'Italie à l'époque).

arriération économique

Cette relative arriération du capitalisme français explique pourquoi la crise mondiale du capitalisme s'est manifestée beaucoup moins brutalement en France que dans la majorité des autres pays développés. Faiblement exportatrice, l'industrie française a pu, avec beaucoup moins de dommages que l'industrie allemande, se replier sur son marché intérieur — grâce au protectionnisme — et sur l'empire colonial. Sur le plan social, les différences de manifestation de la crise sont plus marquées encore. L'augmentation forte et générale de la productivité qu'a connue l'Allemagne n'y a pas favorisé la création d'emplois : dès 1928, en pleine période de prospérité, l'Allemagne compte deux fois plus de chômeurs que la France n'en aura au plus fort de la crise, en 1935. A cette date, le nombre des chômeurs français s'élève à 800 000 ; en Allemagne, en 1932, six millions de travailleurs étaient privés de leur emploi, soit un tiers de la population active. La France connaît bien une crise économique profonde, sans précédent, qui aggrave durement la condition ouvrière, mais cette crise n'a pas la même intensité qu'en Allemagne, en Angleterre et aux Etats-Unis ; elle mettra plus longtemps à se répercuter sur les structures mêmes de l'économie.

Sur le plan social et politique, les conséquences de cette arriération sont déterminantes. Au caractère composite d'un capitalisme où se trouvent superposés divers stades de développement, correspond le caractère morcelé et hétérogène de la classe bourgeoise. Il n'existe pas en France de fraction bourgeoise capable d'utiliser la crise pour faire franchir au capitalisme un saut qualitatif, en donnant, à son profit, une brutale impulsion au processus de concentration et de restructuration, encore à peine esquissé, et qui ne se réalisera que trente ans plus tard. De même, la puissance du grand capital et du secteur cartellisé n'est pas suffisante pour lui permettre d'imposer ses propres solutions politiques aux autres couches bourgeoises.

la boutique petite-bourgeoise

Cette puissance se renforce à travers la crise, mais suivant le même rythme lent que connaît le mouvement continu de déclin de la moyenne et petite bourgeoisie. La petite bourgeoisie française est atteinte par la crise, mais la crise monétaire de 1922-1923 et la crise de 1929 n'ont pas frappé à mort les capitalistes de la petite propriété et de la rente, comme cela a été le cas en Allemagne. Le poids de cette classe de boutiquiers, de petits entrepreneurs, de paysans moyens reste décisif dans la société française, quantitativement sinon qualitativement, socialement sinon économiquement, politiquement surtout.

Décrivant en janvier 1921 la situation italienne, Gramsci écrivait : « La petite bourgeoisie perd toute importance et, avec le développement de la grande industrie et du capital financier, abandonne toute position vitale dans le domaine de la production ; elle devient une pure classe politique et se spécialise dans le crétinisme parlementaire. » A quelques nuances près, cette définition peut être appliquée à la France.

Comme « classe politique », la petite bourgeoisie évolue en fonction de sa situation matérielle et de la possibilité de préserver ses privilèges. En tant que mouvement de masse petit-bourgeois, le fascisme est né de la volatilisation de ses privilèges et de l'aggravation brutale de cette situation. En Allemagne, l'encadrement politique traditionnel de la petite bourgeoisie s'est montré impuissant à enrayer ce processus irrésistible ; il a été balayé par le nazisme qui offrait la fuite en avant, présentait une alléchante perspective de conquête de nouveaux privilèges et de partage du butin pris aux « ploutocrates » et aux juifs, et fournissait au « peuple des singes » petit-bourgeois une idéologie pré-

servant le mythe de sa supériorité fondamentale sur la classe ouvrière à travers le nationalisme et le racisme.

Figée dans son archaïsme économique, atteinte plus lentement par la crise, la France n'a pas connu un tel processus de décomposition accélérée de parlementarisme petit-bourgeois. La petite bourgeoisie y conserve l'illusion de pouvoir préserver sa position sociale en imposant une solution politique autonome, grâce à la pratique du jeu de bascule entre la droite et la SFIO. Le rôle décisif joué au Parlement par le parti radical exprime ce fait.

Ceci, en 1934, n'est plus qu'illusion. La grande bourgeoisie s'impatiente de ne pouvoir faire triompher une politique conforme à ses intérêts, qui lui permette de tirer profit de la crise et d'étouffer la résistance ouvrière. Le radicalisme, lui, a servi à neutraliser le mouvement ouvrier sur le terrain politique, grâce à la bonne vieille pratique du bloc des gauches, où les ouvriers apportent les suffrages et les radicaux leur politique d'aggravation de la condition prolétarienne. Mais, une fois remplie cette fonction, il paralyse les possibilités d'évolution du système politique et des structures économiques.

grands projets et petits fascistes

La journée du 6 février 1934 doit d'abord être analysée comme une tentative, menée par la grande bourgeoisie et la droite classique, pour provoquer l'évolution du ré-



mais un moyen de pression aux mains de la traditionnelle droite parlementaire : plus lucides que bien d'autres, les dirigeants de l'Action française (monarchiste) ne s'y trompent pas. En fait, et compte non tenu de groupes ultra-minoritaires comme le faisceau de Georges Valois, ou le fascisme de Bucard, le « vrai » fascisme français naîtra en 1936, avec la création du parti populaire français par le renégat communiste Jacques Doriot.

Après avoir été tout près de réussir, le calcul politique de la grande bourgeoisie finit par échouer. Non par une forte réaction du parti radical, qui commence par céder à la

des partis ouvriers sous influence...

La riposte ouvrière aux événements du 6 février 1934 est d'abord une réaction de classe, le sursaut d'une classe qui a affronté dans la division et le morcellement la crise économique, les empiètements capitalistes, la détérioration de ses conditions d'existence. Du côté des organisations ouvrières, prévaut encore l'esprit de rivalité et d'opposition réciproque. Les syndicats sont divisés et numériquement faibles. La scission de Tours a laissé une

tariat...), la SFIO s'est fonctionnarisée, par son recrutement, et est entièrement intégrée à la démocratie bourgeoise, en fonction d'une stratégie qui distingue soigneusement l'exercice (légal) et conquête du pouvoir, et n'envisage en fait qu'une transformation graduelle de la société. Pour elle, le PC est irresponsable et « moscovite », donc dangereux. Une minorité de gauche y défend des positions plus radicales et unitaires.

L'influence du PCF, majoritaire après Tours, n'a cessé de décroître de 1921 à 1933. Les opportunistes l'ont quitté. De nombreux révolutionnaires, hostiles à la conception des rapports avec les syndicats ou proches de l'opposition de gauche soviétique, en ont été chassés. La bolchévisation en a fait un parti plus implanté dans la classe ouvrière que ne l'avait jamais été la SFIO, mais bureaucratique et monolithique. La ligne « classe contre classe » adoptée par le Komintern en 1928 l'a amené à privilégier la lutte contre le réformisme « social-fasciste » par rapport au combat contre le fascisme et la droite ; ses militants anciens combattants défilent au côté des ligues, le 6 février, contre le Parlement, le fascisme et la social-démocratie tout à la fois...

...mais les masses poussent en avant

Le mouvement ouvrier organisé répond d'abord dans la dispersion à la menace autoritaire bourgeoise, et sans que ses différentes composantes abandonnent leurs « lignes », leurs tactiques divergentes, leurs méfiances réciproques. C'est sous la pression irrésistible des masses que l'unité se réalise, d'abord dans la rue, dans les quartiers et les usines ensuite, au niveau des organisations enfin (pacte d'unité d'action PCF-SFIO du 16 juillet 1934). Difficilement réalisée, l'unité d'action ouvrière provoque tour à tour dans les mois qui suivent la révision des tactiques politiques, l'esquisse d'un mouvement de rapprochement syndical. Désarmée le 7 février, la petite bourgeoisie radicale ne tardera guère à pencher du côté où souffle le vent... Menacée dans ses possibilités d'expression et d'autonomie politique, elle choisit l'alliance avec la classe ouvrière. Trop faible pour pouvoir imposer seule une solution autoritaire, la droite est dès lors politiquement battue.

Après avoir déclenché le processus unitaire par la mobilisation contre le fascisme, le mouvement des masses déborde ce cadre. En marchant, il se porte vers d'autres objectifs, vers la reconquête du terrain perdu en 1931-1934, il pousse les organisations politiques ouvrières à aller plus loin que la constitution d'un Front unique contre la réaction, à poursuivre la démarche unitaire pour tirer profit de l'échec de la droite et de l'attitude de la petite bourgeoisie. De la défensive, la classe ouvrière passe à l'offensive. Un an après la victoire à la Pyrrhus de la droite, le Rassemblement populaire est constitué.

François TURQUAN ■



1933, la marche des mineurs du Nord

gime politique vers une solution autoritaire, vers une sorte de dictature légale. L'interpréter comme une « marche sur Rome » à la française serait inexact. Le 6 février a nourri le mythe du fascisme français ; mais les ligues, et notamment la plus importante d'entre elles, les Croix de feu du colonel de la Rocque, si elles présentent de nombreux traits communs avec les mouvements fascistes (recrutement d'anciens combattants, mode d'organisation, nationalisme) ne peuvent leur être assimilées, quant à l'idéologie, à la base sociale et à la perspective politique. Elles sont, non pas des instruments de conquête du pouvoir,

droite et semble prêt à capituler sans conditions, mais du fait de la riposte massive de la classe ouvrière. Cette riposte se déclenche non pas contre les manœuvres de la droite, bien sûr, mais à partir de ce que la manifestation du 6 février a de menaçant d'une manière concrète, palpable, brutale. Ce phénomène fasciste jusqu'alors étranger, mal connu, mal compris, devient une réalité pour les travailleurs. Le splendide isolement du mouvement ouvrier français est brisé ; l'écrasement du prolétariat autrichien, par le conservateur autrichien Dollfuss, en août 1934, confirmera la netteté de la menace.

SFIO vidée de ses éléments les plus prolétariens, les plus authentiquement socialistes ; la « vieille maison » a été reconstruite autour des parlementaires et des notables du parti, des carriéristes, des social-chauvins et des réformistes. Derrière une façade « orthodoxe » (on n'y a pas renié la dictature du prolé-

COMITÉS DE GRÈVE ! LUNDI, TOUS HORS DES ENTREPRISES !

FRONT UNIQUE A L'ENTREPRISE POUR ORGANISER LA GRÈVE !

Comme en 36 ?

Pierre Vianson-Ponté se demandait récemment dans *Le Monde* si la France n'était pas « comme en 34 ». Et s'il ne répondait pas totalement par l'affirmative, ce n'est pas faute d'avoir aligné toutes les similitudes.

Les révolutionnaires s'interrogent aussi. Si la gauche gagne, disent-ils, en pensant à la dynamique née de la victoire des partis ouvriers, en sera-t-il « comme en 36 ? »

Car, comme en 1936, les travailleurs interpréteront une victoire de leurs partis à leur manière, avec d'autres préoccupations que celles de leurs « dirigeants ». Comme en 1936, l'énergie accumulée au cours de nombreuses années de lutte pourra, enfin, se libérer. Et jusqu'où ira-t-elle? Tout sera-t-il de nouveau possible? Dans le cadre de l'union de la gauche? Dans sa logique (1)? En dehors?

Il serait imprudent de vouloir répondre dans le détail à ces questions. Il est par contre possible d'évaluer les différences entre ces deux époques et, partant, de tenter de dessiner les évolutions possibles.

un contexte international différent

Le mouvement ouvrier français va aborder la phase des grands combats de classe qui s'annoncent dans un contexte international qualitativement transformé.

Impossible, en effet, de parler des Fronts populaires sans faire référence à la nouvelle guerre impérialiste qui se préparait. Elle n'était certes pas inévitable — tel était d'ailleurs l'enjeu de la révolution espagnole et de la révolution française commencée — mais la menace dominait. Triste période : stalinisme triomphant, bruits de bottes, cliquetis d'armes, révolutionnaires isolés, brisés, détruits, y compris physiquement. Vues avec le recul du temps, les grandes mobilisations révolutionnaires d'Espagne et de France apparaissent bien comme le dernier sursaut de l'humanité contre la plongée inexorable dans la barbarie.

La montée ouvrière actuelle en Europe se heurte déjà, et se heurtera encore plus elle aussi, à une formidable coalition de forces réactionnaires. Pour des raisons différentes, l'impérialisme et la bureaucratie craignent comme la peste la possibilité d'un socialisme dans les métropoles européennes. Tous deux ont peur d'y voir saper les bases de leur

propre système. Pour l'impérialisme, une défaite en Angola est certes difficile à avaler. Mais une défaite au centre, et non à la périphérie, aura des conséquences historiques autrement plus dangereuses. Pour la bureaucratie, voir l'impérialisme défait en Angola est sans aucun doute satisfaisant, et fait partie de la renégociation implicite d'un nouveau rapport de force international. Mais une victoire du prolétariat européen dynamiserait les travailleurs des « démocraties populaires » dans leurs luttes antibureaucratiques.

Les enjeux internationaux de l'Europe sont donc décisifs.

Mais la guerre pointe-t-elle? Cer-

tains l'annoncent. Pourtant, « l'équilibre de la terreur » en éloigne, plutôt, la perspective, même si rien ne permet d'affirmer qu'acculée au bord du gouffre, la bourgeoisie n'est pas prête à précipiter l'apocalypse.

Ainsi, un espace, certes limité, mais plus ample qu'hier, existe pour une victoire de la révolution socialiste. Ces nouvelles possibilités, c'est un mouvement ouvrier profondément différent, lui aussi, qui pourra les exploiter.

sa filiation historique) s'affirme dans son implantation ouvrière en développement.

La révolution scientifique et technique, en incorporant la science abstraite et appliquée au processus matériel de la production, a considérablement étendu les nouvelles couches salariées et les intègre au prolétariat. Et c'est surtout dans ces couches que le PS se développe.

Le PC voit, par contre, son implantation se figer dans les couches « anciennes » d'ouvriers professionnels essentiellement.

Ainsi, à la transformation quantitative des rapports de forces internes dans la classe ouvrière, se rajoute une transformation qualitative des implantations réciproques. Ceci ne sera pas sans conséquences dans la relation entre les deux partis au sein d'un éventuel gouvernement commun, et dans leur relation réciproque au mouvement des masses et à sa dynamique.

Mais, tout compte fait, ces modifications ne prennent leur importance politique qu'au regard d'un autre phénomène : ce n'est pas seulement la relation des partis aux masses qui a changé, c'est surtout la relation des masses aux partis. En 1934-1936, l'unité PC-PS entraînait presque ipso facto une mobilisation décuplée des travailleurs. Ceux-ci se tournaient vers leurs partis. Une des grandes caractéristiques de la période était précisément le large courant d'adhésions aux organisations ouvrières.

Quarante ans ont passé. L'expérience du stalinisme, celle de la social-démocratie, mai 1968 ont laissé des traces.

L'unité des organisations ouvrières offre certes une perspective, si limitée soit-elle, aux travailleurs. Mais ni par son programme ni par sa nature, elle n'est en mesure de déclencher un enthousiasme similaire à celui d'avant-guerre. Et cela pèsera lourd, si l'on se rappelle que, déjà en 1936 comme le notait Trotski, tout en soutenant le Front populaire, les masses exprimèrent d'abord leurs pressions, puis leur méfiance, « *si non dans la bonne volonté du gouvernement du moins dans sa capacité à briser les obstacles et à venir à bout de ses tâches.* »

Cette distanciation dans la relation des masses à leurs organisations s'accompagne d'un combat qui attaque aujourd'hui non plus seulement la propriété capitaliste, mais, à travers la lutte antihierarchique et contre l'organisation du travail, les rapports sociaux eux-mêmes. Cette réalité nouvelle des formes et du contenu de la lutte des classes tend à « autonomiser » la réaction des travailleurs par rapport au poids des appareils.

En ajoutant qu'il existe aujourd'hui une gauche révolutionnaire et autogestionnaire qui, comme mouvement d'ensemble, ne se limite plus à une simple fraction politique, on n'aura toujours pas répondu à la question initiale. Mais on aura avancé.

« Comme en 1936 ? » Les conditions existent, au moins, pour que cela ne se termine pas pareil.

Maurice Najman

(1) Lorsque Marceau Pivert lançait son « *tout est possible* », il disait « *tout est possible* »... dans le cadre du Front populaire si celui-ci devenait un « *Front populaire de combat* ». Mais par quelle alchimie?

nous, les opposants au sectarisme

Quarante ans déjà. Le souvenir de ces journées exaltantes reste vivant dans la mémoire des travailleurs : semaine de quarante heures, congés payés, conventions collectives, revalorisations des salaires. Après une longue période de crise, de chômage, de misère, après avoir repoussé l'offensive de la réaction, après avoir surmonté — avec quelles difficultés — la division ouvrière, c'est la contre-attaque qui se déclenche dans la rue, dans l'usine, avant de se déverser sur le plan électoral et de permettre l'avènement de la Chambre du Front populaire.

A distance de ces quarante ans, si pleins d'événements, on saisit mieux le lien entre l'action directe sur le terrain et la victoire électorale. A long terme, les détails s'effacent, il ne subsiste que les lignes de force. Ce qui a été acquis, puis vite repris par la réaction triomphante, regagné ensuite après la Libération, a servi de point de départ aux nouvelles conquêtes, arrachées après la défaite nazie, bloquées sous le gaullisme, remises actuellement en question par les protagonistes de la « société libérale avancée ».

L'histoire ne se répète pas. Il serait donc erroné d'escompter un déroulement des événements semblable à celui de 1934-1936. Pourtant les analogies sautent aux yeux. Crise, chômage, pouvoir d'achat amputé, offensive patronale et policière, résistance ouvrière, fermeture des usines, grèves et occupations, alliance des partis de gauche et leur succès aux élections cantonales, signe avant-coureur d'un renversement du rapport des forces. Entre 1934 et 1936, comme entre 1976 et 1978, les délais et les étapes sont à peu près les mêmes, l'effritement de la droite et le renforcement de la gauche aussi rapides.

Cependant, les progrès réalisés sont considérables. Les radicaux représentaient en 1936 la force décisive de la coalition de gauche. Il formaient en 1976 un détachement d'appoint, nécessaire encore sur le terrain électoral, mais ne pouvant en aucun cas entraver le courant. Le parti socialiste, revigoré par son alliance avec les communistes, attire à lui — sans passer par le relais radical de gauche — la petite bourgeoisie urbaine et rurale, menacée de ruine. Le parti communiste, dont l'influence et l'implantation sont infiniment supérieures à celles de 1936, ayant adopté la stratégie antimonopoliste et néo-réformiste, n'a pas besoin d'opérer à chaud une « révision déchirante » de sa politique antérieure.

Le Programme commun de gou-

vernement, conçu par les partis de gauche, en dépit de ses lacunes et de ses limites, de son modérantisme et de son étatisme excessif, est bien plus « avancé » que le pâle et creux programme du rassemblement populaire de 1936 qui a été vite dépassé par les exigences et les pressions des travailleurs. Et puis, outre le recul de l'influence radicale, la menace d'une guerre imminente ne paralyse pas la volonté de lutte d'une partie des travailleurs. L'environnement international est beaucoup plus favorable à une expérience de la gauche au pouvoir. Tous les pays du versant méridional de l'Europe sont engagés dans la voie de profondes transformations politiques et sociales.

Tout va très bien, diront certains. Il suffit de suivre le courant pour aboutir à la victoire électorale de la gauche, à son accession légale au pouvoir, ouvrant la voie à la réalisation du socialisme. Ce serait trop facile et trop beau. Il est vrai que certains obstacles ont été levés. Après les sanglants affrontements de février 1934, le PCF a dû passer d'un coup, de la lutte contre le « social-fascisme » à l'alliance avec le parti socialiste qui a cessé d'être, d'un jour à l'autre, le « principal soutien social de la bourgeoisie ». Quant à Thorez qui refusait encore en janvier 1934 de s'asseoir à la même table avec Léon Blum, il a préconisé en mai 1936 la participation des communistes au gouvernement, que seul le refus du Komintern semble avoir empêchée.

Avions-nous raison, nous les opposants d'alors, partisans de l'unité d'action avec les socialistes, de refuser l'alliance avec la bourgeoisie de gauche? Nous ne croyons pas, puisque nous avons dû, peu de temps après, conclure une telle alliance encore élargie dans la résistance contre l'envahisseur nazi. Un clivage inévitable se serait produit entre les tenants de la capitulation et ceux de la lutte à outrance.

Combien plus facile, malgré les séquelles de méfiance et d'hostilité, est la collaboration entre les deux grands partis qui se réclament de la classe ouvrière. Certes, des désaccords subsistent et ils sont de taille. Le PS tend à améliorer le régime existant, à le rendre plus humain, plutôt qu'à le transformer. Le PC cherche à atteindre, après une période de démocratie dite « avancée », le stade de l'édification socialiste, où il jouerait le rôle dirigeant et où l'État, et non pas les organes de la démocratie directe, deviendrait son bras séculier veillant à l'exécution de ses desseins.

Chirac aurait-il donc raison en annonçant l'éclatement de la coalition de gauche, une fois parvenue au pouvoir? C'est en effet possible. Ce n'est nullement inévitable. La dynamique populaire peut amener les dirigeants des partis de gauche à aller au-delà de leurs projets actuels, comme ce fut le cas en mai-juin 1936. Bien sûr, des défaillances, voire des trahisons, sont à prévoir. Mais la puissance d'un mouvement populaire une fois mis en route peut empêcher l'éclatement de l'alliance, compensant, par l'apport de la gauche et de l'extrême gauche, d'éventuels abandons à la frange droitiste de la coalition au pouvoir.

Si la rupture avec la majorité de radicaux et avec leur donjon sénatorial était inscrite dans les faits en 1936, le gouvernement de Léon Blum, fort du soutien populaire, était parfaitement capable, au cours des premières semaines de son exis-

On était à un tournant de l'histoire. Si tout n'était pas possible, il existait de grandes virtualités qui, pour des raisons objectives et subjectives, n'ont été ni explorées ni exploitées jusqu'au bout. La défaite n'était pas fatale, la volonté des foules, la lucidité des responsables, en cette année de 1936, quand se jouait l'avenir du monde, offraient d'autres perspectives, une autre issue que la guerre.

En venant en aide à la République espagnole, en brisant l'intervention hitléro-fasciste, au lieu de se réfugier dans la « non-intervention », le gouvernement du Front populaire, allié à l'URSS, et malgré l'abstention du gouvernement conservateur britannique, aurait pu infliger une défaite cuisante aux porteurs du fascisme et de la guerre.

Non, rien n'est jamais fatal. L'avenir n'appartient à personne. Ni à Chirac qui s'efforce de galvaniser ses



la première réunion du Comité d'entente du parti socialiste et du parti communiste au siège de ce dernier

tence, de faire reculer le Sénat, comme il a fait reculer le grand patronat, de passer en un mot de la « gestion loyale du régime capitaliste » à sa transformation fondamentale.

C'était même la seule possibilité d'éviter la défaite, comme viennent de le prouver les récentes expériences du Portugal. La « pause sociale » prônée par Léon Blum, le refus d'intervenir en faveur de la République espagnole, n'ont contribué qu'à désamorcer l'élan populaire et à favoriser le retour en force de la réaction. On n'arrête pas impunément le processus révolutionnaire en développement. Selon Saint-Just, « Ceux qui font la révolution à demi, ne font que creuser leur tombeau. »

troupes, ni à la gauche qui, pour ne pas effaroucher les timorés, freine au lieu d'accélérer la poussée populaire. Oh, il ne s'agit pas de faire de la surenchère, de forcer le niveau actuel de combativité ouvrière, moins encore d'imposer la volonté d'une avant-garde aux aspirations du plus grand nombre. Notre projet est d'éviter les erreurs d'antan, de nous insérer dans l'alliance des forces de gauche, à la fois au sommet et à la base, de conclure avec elles des accords tactiques, sans renoncer pour autant à nos visées stratégiques ni à notre programme de contrôle ouvrier et populaire devant aboutir à l'autogestion socialiste.

Victor FAY ■

Responsable au PCF de la formation des cadres jusqu'en 1935. Membre de la SFIO à partir de 1937. Participe à la Résistance. A la Libération, rédacteur en chef de *Lyon libre* et de *Combat*. Quitte la SFIO et adhère au PSA à sa fondation en 1958, ainsi qu'au PSU en 1960. Membre de la Direction politique nationale du PSU.

quarante ans déjà...

Les élections d'avril-mai 1936 ne constituent pas en principe, un affrontement avec la bourgeoisie. Les partis socialiste et communiste ont conclu une alliance avec le parti radical, qui est alors le grand parti de la bourgeoisie « libérale ». C'est son chef, Daladier, qui doit constituer le gouvernement de Front populaire.

Mais les électeurs en disposent autrement. Le parti radical subit une défaite. Ses alliés, les socialistes de droite de Déat (qui, quatre ans plus tard, collaboreront avec Hitler), sont en déroute. Les électeurs ont voté pour les partis ouvriers : le parti communiste (qui continue à lancer le slogan : « les soviets partout ! » double presque ses voix, malgré la dissidence du « parti d'unité prolétarienne » qui conserve dix députés. Le parti socialiste, malgré la scission des néo-socialistes, maintient ses suffrages et voit le nombre de ses députés passer de 97 à 146. Les travailleurs ont fait un choix de classe. Léon Blum, le chef du plus fort parti de l'Assemblée, devra former le ministère.

les ouvriers régilent leurs comptes...

Pour lui, il ne s'agit nullement de rompre avec le capitalisme. Le programme du Front populaire tourne essentiellement autour des problèmes de politique étrangère et des réformes démocratiques (abrogation des « lois scélérates », réforme de la presse, démocratisation de la radio, répudiation de la diplomatie secrète). Socialement, il ne dit pas grand-chose (retraites suffisantes pour les vieux travailleurs, lutter contre la vie chère et la spéculation, droit syndical aux fonctionnaires...). Économiquement, il vise seulement à stimuler la production, comme aujourd'hui le plan du parti socialiste. Au Conseil national du PS, le 10 mai, Léon Blum déclare : « Une des pièces essentielles de notre programme de stimulation, de récréation, va être un plan d'équipement national ». Il s'agit d'extraire du régime social actuel tout ce qu'il peut receler de justice et de bien pour ceux qui travaillent.

Comme Mitterrand quarante ans plus tard, Blum précise bien qu'il n'est pas question « de changer de société ». Au Conseil national, il s'inquiète : « Exercice du pouvoir dans le cadre de la société capitaliste, c'est une chose, conquête révolutionnaire du pouvoir, c'en est une autre. N'y a-t-il pas à craindre que la

1968, entrent en lutte non seulement les bataillons avancés de la classe ouvrière comme la métallurgie ou l'aéronautique, mais les travailleurs les plus écrasés et les plus isolés, généralement impuissants à se défendre : les salariés de l'alimentation, les vendeuses des grands magasins, les manœuvres de l'agriculture, les employés et jusqu'aux garçons de café.

Je travaillais alors dans une grande société d'assurances, la France mutualiste, qui occupait 500 employés. Plus exactement, je venais d'en être licencié après le 1^{er} mai, comme secrétaire du syndicat. Notre syndicat (une cinquantaine de membres) décida de répliquer par une grève d'occupation, comme celle des travailleurs de Breguet, quelques jours plus tôt. Nous étions inquiets. Le premier étage était réputé pourri de partisans des « Croix de feu ». Tandis que j'apportais

congrés payés, reconnaissance du syndicat et des délégués, etc.

Telle était l'atmosphère parmi les employés de l'assurance. On peut juger par là le climat qui régnait dans les usines. Situation « quasi révolutionnaire », comme dit Léon Blum. Il explique au procès de Riom (1) comment, en accord avec la bourgeoisie, il a réussi à empêcher la révolution.

... Blum sauve la bourgeoisie...

C'est ce dont lui rend acte M. Gignoux, qui était alors « le patron des patrons » : « Le 6 juin, après cinq jours de règne, le gouvernement était manifestement débordé. Il pensa mettre fin à un mouvement dont le caractère révolutionnaire s'aggravait sans cesse en contentant



mise en scène vengeresse chez Alsthom occupée

classe ouvrière confonde l'une et l'autre ? »

Crainte justifiée. La classe ouvrière « confond ».

Nous avons gagné, pensent les travailleurs. Nous avons battu aux élections le gouvernement de la réaction et de la bourgeoisie. Nous avons maintenant un gouvernement à nous. L'unité syndicale nous donne une force énorme. Tout va changer. Nous allons régler nos comptes avec nos patrons et avec le patronat.

pour faire céder la direction...

Les ouvriers occupent les entreprises — leurs entreprises — violant pour la première fois le tabou de la propriété patronale. Tranquillement et dans une atmosphère de fête qu'on retrouvera seulement en mai

tais une chaîne pour fermer les grilles, nos camarades descendaient au premier étage — où ils étaient accueillis avec enthousiasme — et réunissaient tout le personnel dans les salons sacro-saints de la direction, tandis que, sur une décision prise à l'unanimité, le directeur général était séquestré dans son bureau. Trois jours plus tard, la direction cédait sur toute la ligne : 20 % d'augmentation, trois semaines de

(1) Devant le tribunal de Riom, en 1942, Blum explique comment il a barré la route à une révolution ouvrière : « Dans la bourgeoisie, et en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on m'attendait, on m'espérait comme un sauveur... »
« Personne ne faisait de résistance... On ne demandait qu'une chose aux Chambres : allez vite, votez vite afin de liquider cette situation redoutable que j'ai qualifiée, non pas de révolutionnaire, mais de quasi révolutionnaire, et qui l'était en effet. » *Le Mouvement trotskiste en France*, Syros, 1972.

lire la suite page 17

Yvan Craipeau est né en 1911. A seize ans, il est membre du parti communiste. En est exclu en 1931. Rejoint le mouvement trotskiste. Membre du Comité central de la Ligue communiste, il dirige les Jeunesses léninistes. Responsable ensuite des JS lorsque les trotskistes adhèrent à la SFIO. Exclu en 1935, il participe à la fondation du POI (parti ouvrier internationaliste) dont il est membre du CC. En 1939-1940, il est secrétaire des organisations trotskistes, et en 1946, secrétaire du PCI (parti communiste internationaliste).

Il quitte ensuite le mouvement trotskiste organisé, participe à la direction de la Nouvelle gauche, et est membre fondateur du PSU. Il est aujourd'hui membre de sa Direction politique nationale.

éditorial

impossible courtoisie

D'un côté, il y a Giscard qui se lance dans le nettoyage de printemps. L'hiver a été rude. Il faut retrouver les accents de mai 1974. Ça ne trompe que les encenseurs habituels trop heureux de refouler un temps leur trouille intense. Mais, sous les coups de peinture, l'édifice est trop lézardé et le verbe giscardien couvre mal les craquements.

Et, de l'autre côté, voilà qu'on fait dans le convenable. A la décripation un peu forcée du jeudi, répond la sereine courtoisie du lundi. Vous vous dites libéral ? J'en suis un autre ! Laissons le collectivisme aux marxistes, et restons entre gens de bonne compagnie. Et encore... Quand on pense que vous voulez taxer ceux qui ont réalisé les plus-values « gagnées à la sueur de leur front » !

Entre cette inégalable aphorisme et la pensée de Giscard sur la dictature du prolétariat, il a plu des leçons de marxisme cette semaine. Plus préoccupante est la vérification de cette loi chère aux spécialistes de sciences politiques, selon laquelle la bipolarisation (ou le bipartisme) tend à gommer les différences entre les adversaires ; en tous cas, François Mitterrand semble soucieux de la respecter. Mais pour qu'elle s'applique vraiment, encore faudrait-il que les armes soient à peu près égales.

Quand on vient s'expliquer devant les « managers » capitalistes de l'ACADI, faut-il les rassurer, ou leur expliquer nettement la nature du choix qu'ils auront à faire ! En leur promettant que l'autogestion ne se réalisera que par étapes, on leur laisse le loisir de concevoir toutes les parades. En leur garantissant la limitation des nationalisations à celles explicitement prévues par le Programme commun, on prend un bien dangereux engagement. Et on se livre à une curieuse exégèse du Programme commun lui-même, puisque celui-ci n'omettait pas la possibilité pour les travailleurs eux-mêmes de réclamer la nationalisation de leur entreprise. O programmes ! Plus on vous respecte et plus on vous trahit...

Il est vrai que le Programme commun « ne crée pas une rupture avec la société de profit ». Ce n'est pas nous qui le disons. C'est le premier secrétaire du PS. Au lendemain d'une conférence des sections d'entreprises de son parti.

On convient, généralement, d'attribuer les simplifications auxquelles procède François Mitterrand plus à la rouerie qu'à la naïveté. Mais la différence est-elle si grande quand il tombe à ce point dans le présidentielisme, au mépris des forces qui peuvent le soutenir, et en négligeant la stratégie des forces adverses ? Il serait peut-être temps de se demander ce que pensent les travail-

leurs de Fougères, de Lip et d'ailleurs, de perspectives aussi peu différentes pour eux, et de tant de mondanités avec l'ennemi de classe. De se convaincre que seules les forces sociales mises en mouvement, dynamisées par une alternative évidente, peuvent venir à bout de ce régime, et non les seules bonnes paroles. Car, si Giscard a toujours la parole, il a encore un peu plus : sinon la maîtrise de la machine économique, du moins la capacité de la rendre inutilisable si l'on veut être à la fois plus social et respectueux des règles du système ; sinon la majorité politique, du moins les moyens de dérégler le fonctionnement des institutions.

Et c'est là que l'aimable dialogue de cette semaine prend son tour le plus effarant. Ce n'est pas seulement le système économique qui est intouchable (après tout, sous certaines conditions, les luttes de masse peuvent s'en charger) : c'est aussi le système institutionnel. A son plus haut niveau. Là où les pères de la Constitution de la V^e République ont le plus brillé en imagination démoniaque, l'exécutif à deux têtes. Giscard brandit son petit livre, soit ; mais que Mitterrand acquiesce en annonçant qu'on ne touchera pas au président de la République, voilà qui est suffoquant. Certes, le Programme commun est silencieux sur ce point. Mais on ne se prive pas, par ailleurs, de l'enjoliver au gré de l'imagination !

Ce n'est pas un problème de juristes. Quand on sais que les armées dépendent du président de la République ; que Poniatowski se préoccupe d'élargir et renforcer les états d'exception (dont l'armée est l'organisatrice) ; qu'on envisage soudain de permettre à l'opposition (celle de demain) de faire bloquer toute réforme par le Conseil constitutionnel, quelle coexistence est possible ? C'est le compromis ou l'affrontement. La même alternative s'impose sur les plans économique et institutionnel : on respecte les règles du jeu et le piège se referme, ou on le change et, pour cela, il faut un rapport de forces autre que verbal. Plus les échéances se rapprochent, et plus François Mitterrand semble choisir la première hypothèse. A nous de peser de tout le poids possible pour qu'il n'en soit pas ainsi.

« Se soumettre ou se démettre » (et en fait se démettre). Après tout, une République a vécu près de trois quarts de siècle sur cette injonction historique. Ça laisse du temps devant soi !

Michel MOUSEL ■



sommaire

le test de Tours	p. 10
l'éducation hors les murs	p. 11
la parole à Edmond Maire	p. 12 à 14
un char antinucléaire au carnaval	p. 15
on ne peut pas tout dire	p. 16

Où va la France ?

le test de Tours

Considérant la valeur nationale de l'élection de Tours en raison des orientations politiques et sociales que représente Royer, le PSU a fait le lundi 12 avril une proposition de candidature qui, à ses yeux, pouvait exprimer les objectifs qui ont été ceux de l'extrême gauche et qui ont mobilisé un large courant populaire, en présentant une responsable nationale connue du MLAC. Le sectarisme de la LCR (et de LO) a rendu impossible une telle candidature. Mais voilà aujourd'hui que la LCR veut nous faire porter la responsabilité de la rupture (LO, elle, n'est jamais venue aux réunions unitaires) : nous aurions refusé de condamner explicitement le Programme commun... ce qui est faux car la plate-forme de la candidate soutenue par le PSU montre le contraire.

En guise de critique, la LCR nous proposait de signer, à l'occasion de l'élection de Tours, un nouveau Programme commun, celui des révolutionnaires, rédigé sur la base d'un condensé du programme de la LCR et de centrer la plate-forme sur la dénonciation du Programme commun. Ceci prouve à l'évidence que la LCR n'a jamais eu l'intention de discuter réellement d'une candidature commune. D'une part, les camarades de la LCR ont sous-estimé l'intérêt qu'il y a à attaquer, sur une plate-forme large, Royer, c'est-à-dire la fraction la plus rétrograde de la base de classe du pouvoir, en mettant surtout l'accent sur ce contre quoi elle se bat (avortement, contraception, formation des jeunes). Ce que par contre les camarades de Révolution ! et de la GOP ont bien compris, leur attitude prouvant d'ailleurs à quel point il est stupide d'essayer de faire croire à une manipulation de notre part.

D'autre part, et c'est l'essentiel, les camarades de la LCR commettent une erreur d'appréciation fondamentale par rapport au réformisme, et c'est ce qu'on a bien vu à travers la plate-forme qu'ils nous ont proposée. Qu'en est-il ?

Toute l'attitude de la LCR s'articule sur l'idée que s'opère aujourd'hui une restructuration du cadre économique et politique où sont impliqués PC, PS et syndicats, et dont la classe ouvrière supporte tout le poids. Nous sommes d'ores et déjà dans les conditions du gouvernement réformiste. C'est donc cette perspective qu'il faut attaquer frontalement pour dégager les avant-gardes (larges ?) susceptibles de contrecarrer dès maintenant le projet réformiste déjà en acte. Pour que ces actions soient efficaces, il faut opposer à la voie qu'offrent les syndicats, une autre forme, un autre

lieu, d'autres objectifs de centralisation des luttes.

Outre le fait que rien ne nous assure de l'inéluctabilité de la victoire de la gauche et des conditions de cette victoire éventuelle, et qu'il est pour le moins hâtif de brûler quelques étapes en cherchant à organiser dès maintenant les masses en vue de l'affrontement avec les réformistes, il est clair que la LCR se trompe de cible.

Le réformisme n'est pas l'ennemi principal, mais le lieu d'une série de contradictions sur lesquelles nous devons jouer. Et c'est là qu'intervient l'hypothèse essentielle qui guide nos choix. La perspective qui est toujours celle de la LCR a été remise en cause par les faits.

De quoi s'agissait-il ? Prenant conscience, sous les coups de boutoirs de l'extrême gauche organisée, de la faillite de la stratégie réformiste, des pans entiers du mouvement ouvrier devaient venir s'agréger progressivement autour du noyau révolutionnaire initial. Ainsi, par la pratique de l'unité (?) / dénonciation permanente, se constituerait une force politique destinée à se substituer à terme (indéfini) aux organisations traditionnelles. Or, l'écho croissant que celles-ci ont rencontré aux yeux des masses montre le peu de crédibilité de ce projet.

La construction de la perspective révolutionnaire doit, au contraire, se faire sur la crise profonde que le réformisme ne manquera pas de traverser du fait de sa victoire même, c'est-à-dire au moment du passage de l'opposition au gouvernement, du surgissement des problèmes de la transition. Il faudra alors être porteur de propositions, et pas seulement de dénonciations, être une force de déséquilibre, capable d'entraîner plus avant les masses sous hégémonie réformiste. Et ceci se prépare dès maintenant. C'est ce qui fonde notre stratégie d'unité populaire. Il ne s'agit pas de mettre en place les conditions d'une protestation minoritaire (le front des révolutionnaires) qui ne pourrait réellement mettre en difficulté les réformistes ; nous ne voulons pas développer une capacité de protestation, aussi puissante soit-elle (voir le Portugal), mais chercher à ouvrir la possibilité d'un bouleversement des équilibres, d'une remise en cause de la direction réformiste, et non pas être une frange radicale du mouvement.

Alors, quel pouvait être dans ces conditions le sens de notre proposition pour Tours ? Il y a, à notre avis, un autre élément essentiel. La montée de la gauche vers le pouvoir est à



la fois le produit d'un mouvement de masse fort et d'un puissant courant d'opinion. Ceci nous impose comme tâche particulière de permettre que les mouvements de masse, porteurs de formes d'organisations et d'objectifs nouveaux, puissent se développer et s'exprimer. Nous savons bien que nombre de travailleurs et de travailleuses qui se reconnaissent dans la lutte du MLAC, par exemple, voteront PC ou PS. Mais l'essentiel, aujourd'hui, est que les potentialités, qu'expriment les nouvelles luttes ouvrières et populaires, trouvent le plus large écho (celles-ci

dépassant très largement le cadre des organisations révolutionnaires, il était inadmissible qu'une telle candidature prenne une forme étroitement partisane et cartellisée).

C'est la meilleure garantie pour que les aspirations dont elles sont porteuses ne soient pas étouffées, que la gestion loyale du système soit combattue dans les faits, pour que nous ne nous contentions pas de nous ménager notre espace tout en acceptant l'hégémonie réformiste.

François Desmoulin ■

ARVEL

rectifie et précise

Notre page d'information publiée dans le n° 694 comportait une erreur de taille. Rassurez-vous : les courageux eux-mêmes ne partiront pas en car en Afghanistan, au Guatemala, ni même en Algérie. Ils utiliseront l'avion ! Tranquillisés ? Alors, vous pouvez vous inscrire, on vous attend !

Et puis, on a oublié de vous dire que le premier prix pour le Mexique est à 1 980 F (vol aller et retour), circuit complet à 4 240 F.

Mais on peut découvrir passionnément l'ancienne Arménie pour 2 000 F ou revoir le Portugal pour 1 490 F ou encore marcher en Haute-Ardèche pour 300 F (bon lit, bonne bouffe, bon vin garantis !)

Et le catalogue est gratuit (mais sans couleurs...)

ARVEL, 12a, bd des Brotteaux, 69006 LYON.
Tél. : (78) 52-56-48

luttons en classes

L'éducation hors les murs

Face à l'offensive générale de la bourgeoisie qui restructure l'ensemble de son appareil de formation (de la crèche jusqu'à l'université, tout y passe!) en le plaçant directement sous le contrôle patronal, c'est l'alliance concrète entre « usagers » de l'appareil scolaire et le mouvement ouvrier qui est en train de se constituer. Non pas par une juxtaposition parallèle de luttes et de revendications spécifiques à chaque catégorie concernée, mais par l'avancée d'un front de lutte contre la politique de la bourgeoisie. A l'ensemble des « réformes » Haby-Soisson (maternelle - primaire - secondaire - supérieur), des projets sur les crèches, il faut ajouter la loi Royer, les projets concernant le technique et, directement dans la production, la politique patronale en matière de classifications, visant à une redéfinition par postes de travail et non par travailleurs, dans la métallurgie et la chimie pour le moment...

de la crèche à l'université

Cette politique cohérente, seule une lutte de l'ensemble des travailleurs peut la battre en brèche : l'abrogation de la réforme du deuxième cycle de l'enseignement supérieur est un des objectifs de cette lutte. Mais il faut aussi élaborer en commun des objectifs de combat sur la formation. Tous les liens entre formation et emploi, entre formation initiale et formation continue, la redéfinition de l'étudiant comme travailleur en formation, la prise en compte du nombre très élevé d'étudiants salariés, la critique du contenu de l'enseignement, obligent dès maintenant l'ensemble du mouvement ouvrier à se poser le problème de la formation dans la société capitaliste et à se battre contre le pouvoir patronal, renforcé également dans ce domaine, pour imposer son propre contrôle. L'axe du contrôle populaire sur la formation avancé par le PSU n'est plus un mot d'ordre d'agitation idéologique; il s'inscrit dans des luttes concrètes avec le mouvement ouvrier.

Dans l'enseignement, ces luttes en commun contre le même adversaire sont déjà une réalité.

Directement menacés par la réforme Soisson - Saunier-Seïté qui élimine du supérieur les chargés de cours non « professionnels » à temps plein, les vacataires de l'enseignement supérieur (syndiqués et

non syndiqués) se sont déjà regroupés dans un comité national, le CO-CONEVES, très actif, présent dans toutes les assemblées générales et les luttes de ces dernières semaines. Ils assurent, à eux seuls, plus de la moitié des heures d'enseignement dispensées dans des universités « normales » et les trois quarts pour une université comme Vincennes : sans statut, ils dépendent directement des budgets des universités et ne connaissent, bien sûr, aucune garantie d'emploi. Avec un cynisme caractéristique de sa politique, le secrétariat d'Etat, après avoir trouvé commode de les faire travailler sans créer de postes, s'apprête maintenant à les liquider définitivement.

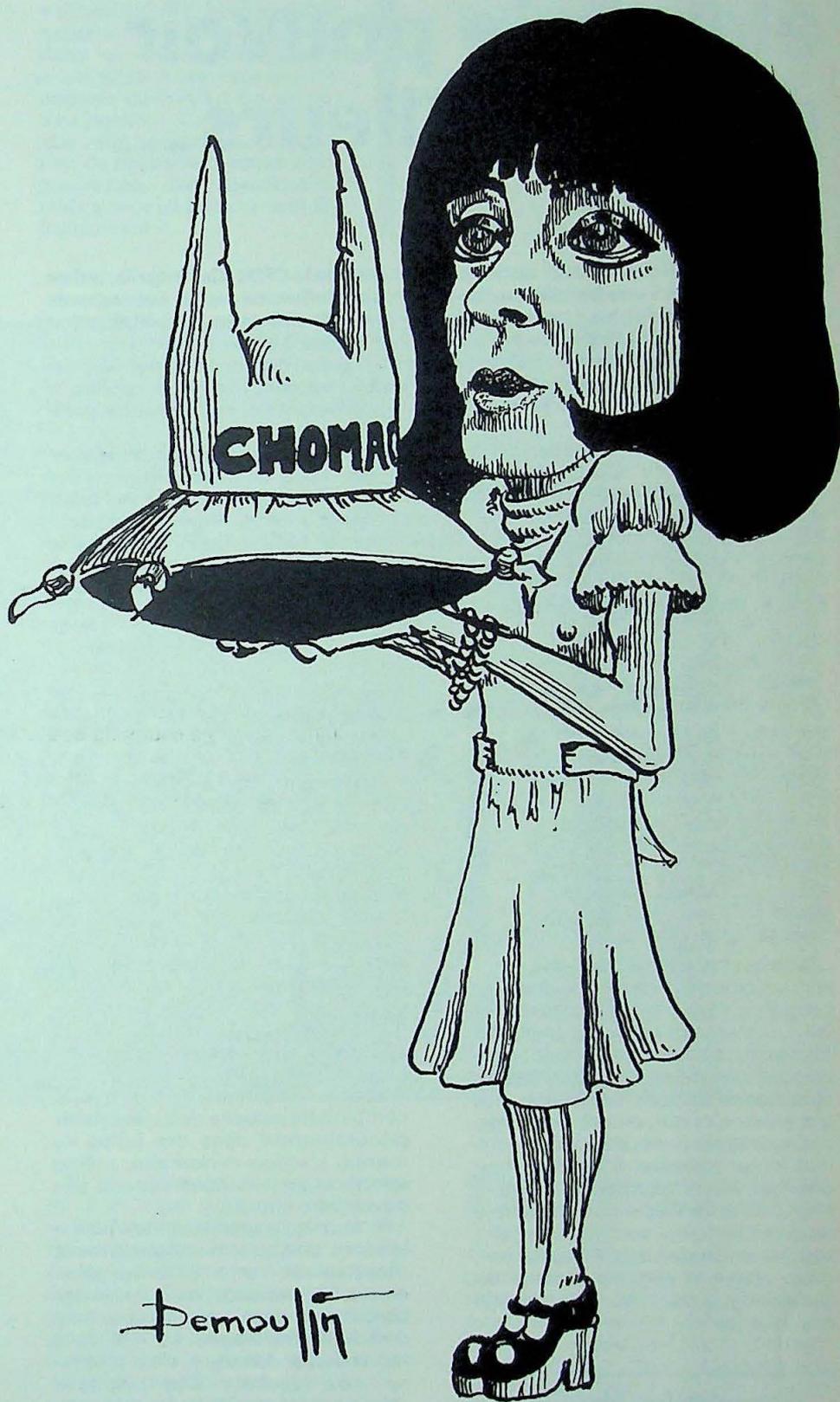
Les personnels administratifs des universités se trouvent, eux aussi, directement menacés par l'application de la réforme des non-titulaires dépendant eux aussi des budgets des universités, et non du budget national. L'un des buts de la réforme : la diminution du nombre d'étudiants, entraîne du même coup leur propre diminution.

Dès maintenant, la reconnaissance du droit à l'emploi pour tous — l'emploi n'est pas une aumône libéralement octroyée par les patrons —, la garantie d'emploi et la titularisation des vacataires et des auxiliaires sont des axes de lutte unifiants pour la jeunesse scolarisée, les personnels non seulement de l'enseignement mais de toute la fonction publique, et... les chômeurs. Si l'on ajoute que, parmi les vacataires de l'enseignement supérieur, on trouve un nombre très élevé de femmes, on peut retrouver dans cette lutte contre la réforme du deuxième cycle toutes les caractéristiques de ce que l'on appelle pudiquement « la crise de l'emploi », et qui n'est autre que la crise du capitalisme.

avec les travailleurs

Ce dernier week-end a permis la concrétisation d'un certain nombre de ces objectifs, après l'importante manifestation, vendredi, de plus de 40 000 étudiants, lycéens, collégiens, enseignants et personnels administratifs à Paris, et avant la coordination nationale étudiante de mardi.

Tout d'abord à Amiens, la première coordination nationale des enseignants du supérieur, à laquelle participaient des syndiqués du SNE-Sup., du SGEN et des non-syndiqués, ainsi que le CO-CONE-



VES. Les représentants de trente-neuf universités y ont appelé à la grève générale de l'université et exigé l'abrogation de la réforme du deuxième cycle.

Chez les étudiants, samedi, le rassemblement des luttes étudiantes à la Sorbonne a permis aux étudiants de province et de Paris, aux enseignants et aux syndicalistes CFDT, de travailler ensemble dans des carrefours et d'élaborer ensemble critiques et revendications.

Dimanche, les représentants étudiants des universités et IUT ont dé-

cidé de créer l'outil de leur lutte contre la politique patronale à l'université : le Mouvement d'action syndicale (MAS), syndicat anticapitaliste, dont le premier congrès aura lieu en novembre.

Il s'agit maintenant de renforcer les luttes communes. Le 1^{er} mai, les étudiants seront présents dans le cortège syndical sous leurs propres banderoles. Les mots d'ordre seront communs : droit à la formation pour tous, droit à l'emploi pour tous.

Geneviève PETIOT ■

la parole à...

Edmond Maire

élargir le pouvoir des travailleurs...

Du 26 au 29 mai prochains aura lieu le congrès de la CFDT. Ce congrès, qui ne se résoudra pas à une bataille sur les textes, sera influencé par les événements récents : la crise de plus en plus aiguë du système, le chômage, la multiplication des luttes des travailleurs, la progression de la gauche aux cantonales.

La CFDT a pris position pour l'autogestion et l'union des forces populaires. Ce congrès aura donc à préciser comment cette stratégie peut être appliquée avant, pendant et après, la prise du pouvoir, comment faire porter cette perspective aujourd'hui.

Ce 37^e congrès ne peut donc laisser indifférents les militants révolutionnaires autogestionnaires. C'est pour cette raison que nous en commenterons les enjeux dans les semaines à venir. Pour en dégager la signification, nous sommes allés interroger Edmond Maire. La résolution d'orientation proposée par le Bureau national, amendée lors du dernier Conseil national, suscite bien des débats. Nous donnerons donc aussi la parole à des militants responsables des fédérations qui ont rédigé une contribution critique au débat sur cette résolution d'orientation et sur l'avenir de la CFDT.

Y. S.

T. S. : Le prochain congrès de la CFDT va avoir lieu dans un mois, à un moment particulier pour le mouvement ouvrier : montée de la combativité face à la crise et ouverture d'une période électorale longue qui pourrait aboutir à un changement de gouvernement. Comment tenez-vous compte de ces deux aspects ? Sont-ils contradictoires ?

Edmond Maire : C'est avec satisfaction que nous avons constaté les progrès de la gauche aux cantonales. Cela est dû, pour une part, aux luttes sociales et à leur orientation qui ont déterminé ce renouveau de conscience critique de la part des travailleurs et qui, en même temps, ont amené les partis de gauche, chacun à leur manière, à modifier leur position. Nous avons aussi constaté une meilleure traduction électorale de la contestation sociale. Ainsi, des actions engagées sur l'emploi ont, dans certaines régions, amené un changement du vote d'une partie des salariés.

Attendre les élections ou pas ?

Cela dit, il n'y a absolument pas lieu de s'assoupir dans la confiance en l'avenir. Nous croyons que la pire des choses serait d'attendre passivement qu'un succès de la gauche par les élections vienne résoudre les problèmes que nous rencontrons. En effet, s'il n'y a pas de mobilisation des travailleurs, il y a de grands risques que la gauche ne soit jamais victorieuse. Par ailleurs, il y a des résultats que nous pouvons obtenir dès maintenant par l'action. Enfin, fondamentalement, les luttes sociales (pas uniquement syndicales d'ailleurs) sont le moteur des trans-

formations, des changements de comportement, de la prise de conscience. Non, il n'y a pas à changer de cap.

Cependant, il faut aussi tenir compte de l'adversaire. De ce point de vue, les événements récents montrent une volonté de provocation de certains, que ce soit par l'utilisation de commandos, par des atteintes directes aux droits syndicaux, une volonté d'intransigeance chez la plupart des employeurs qui pourrait bien avoir pour but de créer un climat de violence, de dramatisation, et finalement faire apparaître le pouvoir actuel comme le garant de l'ordre et de la paix civile.

Face à cela, nous disons que la combativité actuelle doit s'exprimer prioritairement dans des luttes de masse. L'action minoritaire, même spectaculaire, ne nous semble pas devoir être choisie.

Il faut qu'apparaisse, en pleine lumière, une détermination calme et massive et cette détermination existe. La confiance plus grande des travailleurs dans des changements doit être encouragée. La meilleure façon de l'encourager, c'est d'obtenir des résultats. Ces résultats, même s'ils sont partiels, sont importants ; car on peut expliquer les raisons des limites rencontrées, montrer que, pour aller plus loin, il faut aussi changer les choix politiques généraux et le régime politique actuel.

T. S. : Tu considères donc qu'il ne faut ni tomber dans la passivité, ni tomber dans la provocation. Cela veut-il dire que luttes électorales et luttes revendicatives se complètent naturellement ?

E. M. : Non, car il y a un troisième risque à éviter : celui d'avoir une attitude active, mais de n'espérer la satisfaction des revendications que



d'une victoire politique. Ce n'est pas une attitude syndicale. On espère obtenir des résultats non par des luttes suivies de négociations, mais par la victoire électorale. On entretiendrait donc, en se situant dans cette perspective, une espèce d'agitation sociale massive sur des revendications « placées très haut », en dehors des possibilités, du réalisme des négociations accessibles aujourd'hui, pour aller ainsi allègrement jusqu'aux élections de 1978. On ne mène pas une action syndicale avec une pratique politique. Le syndicat se bat pour avoir des résultats ; il ne se bat pas d'abord pour l'électoratisme, fût-ce pour la victoire de la gauche.

T.S. : Dans ce cadre, l'autonomie de la CFDT reste donc primordiale ?

E. M. : Oui, notre dernier Conseil national a été presque unanime pour approuver les perspectives d'action que je viens d'évoquer. Cela se retrouve dans les textes du congrès. Notre volonté d'autonomie est claire. Cela nous vaut quelques difficultés avec tout le monde, car nous estimons que c'est nous-mêmes et nous seuls qui déterminons le type de socialisme que nous voulons, et notre stratégie pour y parvenir. Cela veut dire qu'à partir de notre ligne, nous agissons avec détermination sur la base de nos orientations. Si elles sont pour l'essentiel convergentes avec celles des autres forces de gauche — et c'est ce que nous recherchons — nous nous en réjouissons ; mais il est possible que certains partis de gauche aient la crainte qu'une grande organisation de masse mène sa propre action en pleine indépendance.

Certaines forces politiques en prennent leur parti — je pense là notamment au parti socialiste — d'au-

tant qu'elles n'ont pas le moyen de l'éviter. D'autres en prennent beaucoup moins leur parti — je pense là au parti communiste — et, du même coup, tentent d'avoir une influence à ce point dominante sur les luttes sociales, pour que l'autonomie de la CFDT ne crée pas de problèmes à leur ligne stratégique. C'est probablement cela qui est souvent à l'origine de la tension qui peut exister entre la CGT et la CFDT. En effet, la force de la CFDT est aujourd'hui suffisante pour n'offrir aux partis politiques aucune garantie d'inconditionnalité.

T. S. : Ces derniers mois, de nombreuses luttes ont eu lieu contre la restructuration capitaliste, souvent en ordre dispersé, notamment contre les licenciements. Cela tient-il selon toi à une certaine « attente » des échéances électorales, comme le pensent certains, à des difficultés dans l'unité d'action avec la CGT, à la peur d'un affrontement généralisé ?

E. M. : Cela tient à deux raisons majeures : d'une part, l'intransigeance patronale. S'il y a aujourd'hui des hésitations à transformer le mécontentement en grève, c'est que les sections d'entreprise ont non seulement l'impression d'avoir affaire à leur direction, mais à l'ensemble du patronat. Des grèves rencontrent souvent un refus total, même de négocier. Certains échecs font hésiter. Dans la dernière période, cette attentisme diminue mais il pèse encore.

La deuxième raison est liée à la nature du mouvement syndical en France, et donc à la difficulté d'articuler les différents types d'action. Souvent, le passage de l'action d'entreprise à l'action fédérale, puis à l'action confédérale, se fait plus par

le va-et-vient une fois l'une, une fois l'autre, que par une articulation harmonieuse définie globalement à l'intérieur d'une même politique.

T. S. : Votre dernier Conseil national a fixé quelques objectifs prioritaires pour les mois à venir. Comment le problème de la coordination des luttes est-il pris en charge ? Que pensez-vous notamment de la dimension régionaliste, autonomiste, de certaines actions ? Quelles coordinations horizontales ? Quelles coordinations au niveau des objectifs ?

E. M. : Pour avoir une politique plus articulée, telle que je la définissais tout à l'heure, il faut avoir à l'esprit que ce qui est commun, c'est une politique, et non des revendications. Il faut combattre l'idée de la « revendication unifiante ». Quelle pourrait être la revendication unifiante sur les conditions de travail ? Ce ne pourrait être qu'une vue de l'esprit... Par contre, une politique qui s'attaque à la division sociale du travail, c'est une politique unifiante. De même, sur les salaires, les principes de notre politique sont communs : lutte contre les disparités, SMIC à 2 000 F, resserrement de l'échelle hiérarchique vers le haut, grille unique de classification, du manœuvre à l'ingénieur. Mais les points d'application sont évidemment différents selon les situations concrètes.

Une bataille essentielle : les conditions de travail

A notre congrès confédéral, nous mettrons l'accent sur les conditions de travail. En effet, de notre point de vue, il y a deux enjeux essentiels dans la crise. Il y en a un dont on a beaucoup parlé : la restructuration industrielle, une nouvelle division internationale du travail, mais il y en a un autre : **une nouvelle organisation du travail**. C'est un des points clé. Nous sommes convaincus que nous ne sortirons pas de la crise sans une nouvelle forme d'organisation du travail. Là aussi, rien n'est gagné à l'avance, mais nous devons dépasser l'attitude de simple refus des propositions patronales, qui visent à une sorte d'auto-exploitation collective (par les groupes dits autonomes, par la DPO).

Il faut refuser cela, mais il faut en même temps mobiliser pour des types d'organisation du travail, qui dépassent le taylorisme, la parcellisation des tâches, le salaire lié au rendement ; car sinon, notre attitude, purement négative, peut amener à laisser faire la réorganisation du travail à la mode patronale. C'est donc une forme importante de coordination que d'avoir un débat d'ensemble sur ce problème à un congrès de la CFDT, pour tenter de créer une dynamique et un enrichissement des programmes revendicatifs.

En ce moment, nous avons d'autres thèmes d'action collective : la sécurité du travail, mais aussi le nucléaire et l'emploi des jeunes : nous envisageons, pour la rentrée scolaire, une action nationale. Nous agirons à la fois en direction des jeunes chômeurs, mais aussi des jeunes scolarisés. Nous ferons en sorte que les militants syndicalistes puissent aller dans les écoles discuter avec les jeunes scolarisés, mais aussi qu'il y ait des actions massives regroupant les jeunes avec les adultes

sur le thème d'un emploi utile pour tous.

Quant à l'organisation des chômeurs, la difficulté provient du fait que le regroupement des chômeurs entre eux entraîne des risques d'isolement de leur action. Il faut donc qu'il y ait une liaison étroite entre les chômeurs et les actifs. A notre sens, cette nécessité valide notre volonté que les chômeurs soient organisés syndicalement. Un comité politique de chômeurs, par exemple, ne peut résoudre les problèmes revendicatifs des chômeurs.

Le « vivre au pays »

Un autre thème permettant une coordination, c'est celui de l'emploi régional. Le régionalisme impose peu à peu le thème : **vivre au pays**. Cette revendication devient crédible contre l'idéologie de la fatalité du dépeuplement des régions dites

que celle de l'action. On en a pour preuve la réapparition des commissions militantes « femmes ».

T. S. : Plusieurs paragraphes de l'avant-projet de résolution du prochain congrès de la CFDT évoquent la transition au socialisme. Au paragraphe 259, vous parlez de « nouvelles formes de pouvoir » ; de quoi s'agit-il ? Au paragraphe 261, vous évoquez l'idée « d'institutions autogestionnaires ». Mais vous souhaitez dans ce même paragraphe « que la confrontation avec le pouvoir central ait un caractère positif ». Cela signifie-t-il que vous pousserez à l'apparition de nouvelles formes d'organisation des travailleurs, mais que vous éviterez tout affrontement ?



pauvres. Actuellement le vivre au pays s'appuie sur des réalités objectives, notamment le coût social énorme de la concentration dans la région parisienne. La région a une réalité qui n'est pas seulement historique et vécue comme un retour au passé, au folklore, mais une identité culturelle et économique. De ce point de vue, la coordination régionale sur le problème de l'emploi nous semble devoir être privilégiée. L'action en Bretagne, dans le Haut-Doubs, dans le Languedoc, etc., montre la voie.

L'emploi des femmes enfin. Par diverses astuces, comme la généralisation du travail à mi-temps et le salaire social à la mère préconisé par le CNPF, on essaie de mettre les femmes en chômage partiel, et de ralentir leur pression pour le droit à l'emploi. Mais des actions spécifiques dans ce domaine sont encore mal prises en charge par les syndicats. L'idéologie de subordination de la femme à l'homme pèse encore fortement, y compris chez les syndicalistes. Il y a eu dans la CFDT une progression des idées plus rapide

E. M. : Nous n'avons pas déterminé de façon précise quelles nouvelles formes de pouvoir se donneraient les travailleurs dans une période de transition au socialisme. A l'évidence, nous pensons qu'il pourrait, par exemple, s'agir de conseils ouvriers dans les entreprises nationalisées, de comités populaires dans les quartiers, de comités par branches industrielles. Ainsi dans la recherche, comme en 1968, il pourrait y avoir un comité de la recherche regroupant les travailleurs de ce secteur pour exercer une influence sur le programme de la recherche. Dans les entreprises privées, le comité d'entreprise pourrait devenir réellement un comité de contrôle de la marche de l'entreprise.

Combattre l'étatisation, mais comment ?

La CFDT estime que l'existence de ces structures, leur volonté de s'approprier un pouvoir réel, représen-

tent le meilleur moyen de combattre le risque d'étatisation, et de commencer à socialiser les entreprises nationalisées. Le syndicat ne doit donc pas attendre passivement que le pouvoir politique mette ces structures en place, ou qu'elles émergent « spontanément ». Il doit lui-même aider à leur institution.

Mais il y a deux remarques à faire. — La première, sur la création spontanée de nombreuses structures ; c'est une formule facile pour qualifier le fait que ce ne sont pas les structures officielles qui mettent en place des structures spontanées. Mais la spontanéité existe rarement. Dans le cas qui nous occupe, ce sont des militants qui sont à l'origine des réactions dites spontanées et, en France, ce seront surtout des militants syndicalistes. Mais le syndicat doit se garder de vouloir être lui-même le représentant et l'organisateur des nouveaux pouvoirs. Sinon, il risque de devenir un organe ges-

tionnaire de l'atelier, de l'entreprise, du quartier, ce qui dénaturerait son rôle.

— La seconde remarque porte sur le problème du pouvoir central : dans tous les grands moments historiques du mouvement ouvrier, on a vu surgir de nouvelles formes de pouvoir (URSS : 1917, Allemagne : 1919, Italie : 1920, Catalogne : 1936, Hongrie, Pologne : 1956...). Il faut maintenant ajouter le Chili et le Portugal. Or, dans chacun de ces cas, **les nouvelles formes de pouvoir sont entrées en conflit avec le pouvoir central**, et quand il y a un conflit entre de nouveaux pouvoirs embryonnaires et le pouvoir central, c'est toujours le pouvoir central qui l'emporte. Dans chacun de ces cas aussi, le mouvement syndical, à quelques nuances près, n'avait pas l'expérience et la force qu'il a aujourd'hui en France. Pour surmonter cette difficulté, il doit exister un syndicalisme qui ne se confonde pas avec ces nouveaux pouvoirs, mais qui soit assez fort pour mener le débat, discuter, influencer tout le pouvoir central.



Pour ces nouveaux pouvoirs, il s'agit de permettre, au lieu d'une confrontation destructrice, une action complémentaire et un combat commun des pouvoirs de base et du pouvoir central contre le système capitaliste ou contre toute déviation vers un système autoritaire, bureaucratique, hiérarchique qui est tout autant que le premier, au moins pour les socialistes autogestionnaires, un adversaire.

T. S. : Les risques de bureaucratisme existent toujours, même dans un conseil ; par contre, ne pas prévoir un minimum de centralisation comporte aussi un danger : celui de la dilution, de l'isolement face à l'Etat, face au pouvoir central, face au patronat.

E. M. : Lorsque nous parlons de socialisation plutôt que de nationalisation, nous entendons que, dès le départ, les travailleurs aient en main un pouvoir réel, par exemple sur les conditions et l'organisation du travail. Mais nous croyons tout à fait utopique de croire que, d'emblée, les travailleurs vont gérer la totalité des aspects de la société et de l'économie. D'ailleurs, même si on le décrétait, le pouvoir des techniciens aurait vite fait de s'imposer.

Mais le Programme commun ne mentionnait pas un pouvoir réel mais limité, donné aux travailleurs dans les entreprises nationalisées. Nous avons critiqué ce point. Un élément nouveau est apparu avec la lettre de Mitterrand à Marchais à propos de la nationalisation de la sidérurgie, proposant de rediscuter de l'ensemble des nationalisations sous l'aspect du pouvoir de décision dont disposeraient les travailleurs. Certes, cela ne suffit pas à « annoncer le beau temps », mais le débat et la pression collective sont suffisamment forts pour que le PS en ait tenu compte.

T. S. : Comment la CFDT situe-t-elle cette volonté de nouveaux pouvoirs par rapport à une éventuelle victoire de la gauche, qui risque de se faire sur la base du Programme commun avec lequel la CFDT a des désaccords. La CGT risque de se battre, elle, pour son application. Par ail-

leurs, le PC et le PS débattent également d'autres points. Comment la CFDT envisage-t-elle cette situation ?

E. M. : Nous aurons encore sur ce point de nombreux débats dans la CFDT. Cette situation demande autre chose que le vote d'une résolution, mais exige un comportement cohérent. Notre point de départ est connu : ce fut la situation de mai 1974, et notre appel à soutenir Mitterrand. La CGT disait : en cas de victoire de la gauche, nous demandons l'application du Programme commun. Soit, mais celui-là étant valable pour cinq ans, nous n'avons jamais su ce que donnerait concrètement son application. Quoi à court terme ? A moyen terme ? A la fin des cinq ans ? De plus, cette attitude syndicale d'application du Programme commun des partis est une situation de subordination de fait aux choix stratégiques des partis.

Négociier...

A la CFDT, en mai 1974, nous n'avons demandé qu'une seule chose au candidat unique de la gauche : l'ouverture en cas de victoire de négociations, très rapidement, avec les centrales syndicales. Le candidat en a pris l'engagement. En cas de succès, nous serions venus à ces négociations, mandatés par notre Conseil national, avec deux types d'exigences immédiates :

- des mesures de justice sociale, visant à améliorer prioritairement les revenus les plus bas : SMIC, prestations familiales et retraites ;
- des mesures pour l'extension du pouvoir des travailleurs dans les entreprises, notamment la possibilité d'exercer un pouvoir réel sur l'organisation du travail et l'élargissement des droits syndicaux.

Sur les autres revendications (durée du travail, retraite) nous aurions accepté de négocier un échéancier lié aux transformations structurelles que nous souhaitons et dont une partie sont d'ailleurs présentes dans le Programme commun. Enfin, bon nombre de revendications relevaient d'une négociation par branche.

Il s'agit d'une attitude syndicale à un double titre :

- c'est nous qui déterminons les priorités dans les négociations, et non les partis qui le font pour nous ;

... la question centrale

— d'autre part, nous sommes réalistes : si un pouvoir de gauche s'installe à un moment donné, rien ne dit combien de temps il va durer. Nous estimons donc essentiel d'obtenir des satisfactions immédiates pour ceux qui en ont le plus besoin et, en même temps, d'accroître le pouvoir des travailleurs de façon à mieux résister à la contre-attaque inévitable de la bourgeoisie.

Cette question de l'extension du pouvoir des travailleurs, notamment dans les entreprises nationalisées, est centrale. Un des enjeux de l'avenir pour la CFDT, c'est d'obtenir une mobilisation suffisante, pour que, quelles que soient leurs intentions, les partis du Programme commun ne puissent pas être entraînés vers une étatisation.

La probabilité est très grande, qu'après des décennies de pouvoir de la bourgeoisie, une victoire de la gauche aux législatives fasse grandir les espoirs, amène une volonté de changement rapide qui sera d'autant plus forte que les obstacles mis par le président de la République face à un Parlement de gauche, ou par le patronat, seront plus grands. Cette mobilisation sociale est souhaitable, mais notre responsabilité syndicale est de l'orienter. Il ne faut pas qu'elle amène des contradictions graves au sein du mouvement social. Il s'agit de viser des objectifs de pouvoir accessibles en cette période précise. Et de les atteindre !

T. S. : Que penses-tu du mot d'ordre de nationalisation de Lip lancé par le PSU ?

E. M. : Il est important dans la période actuelle d'avoir des luttes massives, unitaires, des revendications crédibles ou accessibles. Nous comprenons très bien que des militants (politiques ou syndicaux) disent : la nationalisation ou la Régie nationale sont une solution, mais, aujourd'hui, ce n'est pas ce type de solution que nous obtiendrons d'un régime de « libéralisme avancé ».

A court terme, nous estimons qu'une politique permettant à l'horlogerie française de maîtriser le problème d'une technologie nouvelle devrait être définie. En mobilisant sur ce thème, on peut mener une campagne comprise dans la région, mais aussi par la majorité de la population. A partir de cette campagne, de cette pression, on peut contraindre le gouvernement à faire des concessions. Par rapport à cet objectif syndical, la proposition de

nationalisation n'est pas contradictoire. Elle se situe plus loin dans le temps.

L'unité organique : hors de portée

T. S. : Vous mettez, CFDT et CGT, le 1^{er} mai sous le signe de l'anniversaire du Front populaire. Il avait été, en 1935, précédé par l'unité de la CGT et de la CGTU, d'une unité organique. Comment ce problème de l'unité syndicale se pose-t-il aujourd'hui, alors que vous venez de redéfinir avec la CGT des modalités pour l'unité d'action. Ira-t-on, un jour, vers l'unité organique ?

E. M. : L'expérience nous a appris qu'une fusion réalisée rapidement dans une période d'euphorie (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui) risque d'éclater aux premiers événements graves. Nous avons une conception exigeante de l'unité, car elle doit reposer sur un accord suffisamment profond quant au rôle du syndicat, à son indépendance stratégique et au type de socialisme que l'on veut construire. Sur ces points, il existe avec la CGT des divergences sérieuses qui rendent hors de portée, aujourd'hui, l'unité organique.

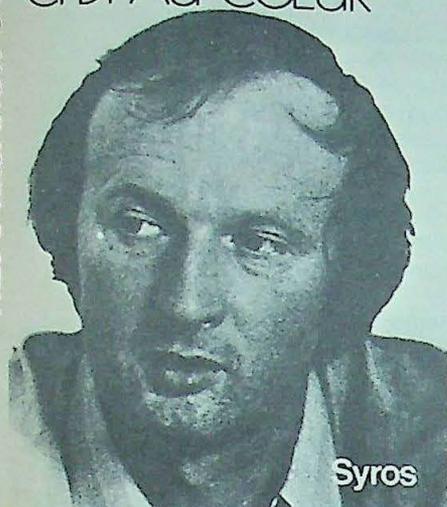
Il faut donc prendre les choses d'un point de vue pragmatique. Jusqu'en 1965, il n'y avait pas de tout d'unité d'action interconfédérale. Depuis elle a tenu bon, sauf en 1968. Notre but est de faire que, dans l'unité d'action et dans notre débat public sur les divergences, il y ait passage de l'unité d'action tactique contre le patronat à l'unité d'action stratégique pour le changement de société, ce qui ne serait pas l'unité organique, mais déjà un grand progrès.

La grande question reste aujourd'hui celle d'une unité des syndicats sur des objectifs de transformation allant dans le sens du socialisme. Mais, pour discuter, il faut être deux. Or, la CGT n'entend pas prendre quelque champ que ce soit par rapport aux objectifs du Programme commun des partis de gauche. Dommage pour l'apport autonome et spécifique du mouvement syndical à l'union des forces populaires.

Propos recueillis par J. Y. Sparfel et Alain Tlemcen

FREDO KRUMNOW

CFDT AU CŒUR



CFDT au cœur (1) rassemble les textes essentiels qu'a écrits Frédo au cours de sa vie militante. Pourtant, il n'est pas le livre d'un théoricien du syndicalisme ni du socialisme autogestionnaire. En 1943, Frédo Krumnow entre dans le monde du travail. Il a 16 ans. De 1946 à 1951, il est permanent de la JOC. Puis, pendant quinze ans, il travaille dans une usine du textile à Pfstatt, en Alsace. Militant PSU et syndicaliste actif, il devient, en 1966, permanent syndical.

sur le terrain

Sa réflexion se nourrit des leçons, riches et nombreuses, tirées de l'action « sur le terrain ». Son soutien quotidien aux travailleurs lui fait sillonner la France entière. Une volonté l'anime : l'émancipation des travailleurs. Elle passe par l'expression collective de ceux-ci, car, pour être réelle, elle doit être leur œuvre. Aussi, ce dirigeant confédéral n'avait-il rien du lointain bureaucrate. Il savait écouter, comprendre, aider. Partisan du socialisme autogestionnaire, et l'un de ses pionniers et défenseurs les plus farouches, il nous introduit au cœur d'une CFDT qui change et s'enrichit. C'est donc également à un voyage, au sein de cette centrale qui « épousa le mois de mai » et dont Krumnow ne voulait pas qu'elle déçoive ses nombreux adhérents et sympathisants, que nous invite *CFDT au cœur*.

une réflexion politique

Mais c'est à une réflexion politique qu'il nous invite aussi. Quelques semaines avant sa mort, Frédo déclarait dans une interview à *Il Manifesto* (3 mars 1974) : « En cas d'une victoire électorale, il est indispensable d'avoir une classe ouvrière prête à une prise du pouvoir aux divers niveaux, capable de mettre immédiatement en cause les formes de la légalité capitaliste bourgeoise pour y substituer sa propre légalité. » Ce livre nous branche donc sur tous les grands choix syndicaux et politiques actuels.

(1) *CFDT au cœur* va bientôt sortir aux éditions Syros. Il coûtera 22 F. Passez vos commandes.

le pire

un char antinucléaire au carnaval

A Chalon-sur-Saône, chaque année, la foule s'amasse pour assister au grand défilé du carnaval. D'énormes chars, hauts en couleur, circulent, entourés de majorettes, fanfares et autres faiseurs de bruit, qui sont là pour régaler les yeux et les oreilles. Cette année, un char tout en blanc et noir détonne : miss Nucléaire avance, trônant sur sa centrale, entourée de personnages masqués, habillés de blanc et de noir. Ils portent des pancartes protestant contre les dangers nucléaires, la pollution, les profits que se font l'EDF et Framatome sur notre dos, le système policier qui se met en place.

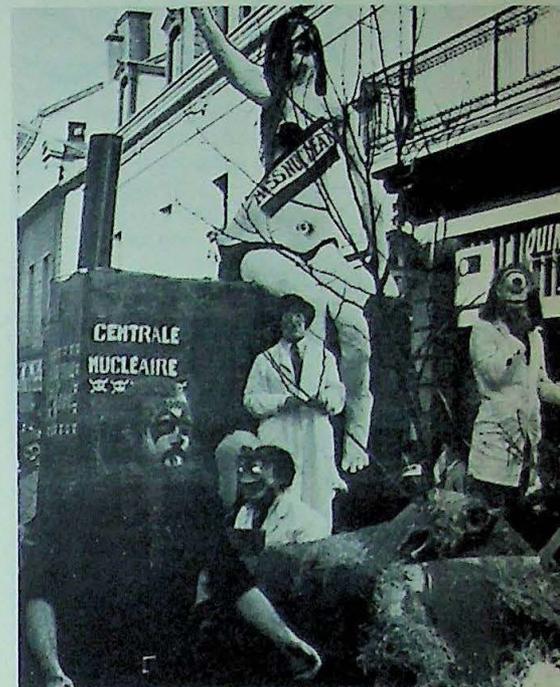
Ça tient du meeting, de la manif, mais pas tellement du carnaval. Et les spectateurs réagissent : « Quelle horreur... C'est triste... C'est laid... » D'autres, plus rares, applaudissent : « Bravo nous n'en voulons pas, de leur centrale ». Des discussions s'ébauchent.

Qu'importe les réactions hostiles !

Nous sommes arrivés à deux choses très importantes : faire participer les spectateurs, échanger avec eux, les faire « jouer », ce qui était le but du carnaval avant qu'il ne devienne une grosse affaire commerciale. Ensuite, nous voulions informer les gens qu'une centrale se construisait à quelques kilomètres de Chalon (ville de 60 000 habitants), que c'était une source de profit pour les capitalistes mais extrêmement dangereuse pour la population.

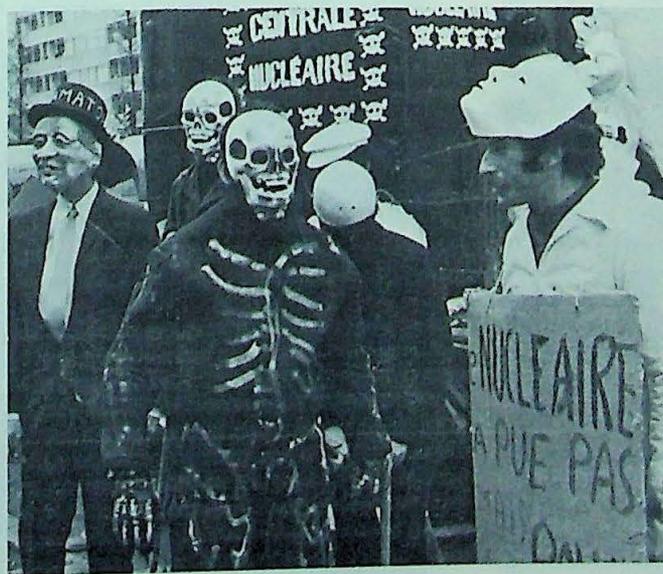
Depuis l'été 1975, la population a eu connaissance d'un projet d'implantation de centrale au bord de la Saône. Les autorités locales et l'EDF démentent, mais on sait maintenant que la décision sera prise en 1977. L'EDF cherche à cacher la vérité pour mettre la population devant le fait accompli.

En septembre 1975, des militants du PSU ont appelé à lutter contre ce projet. Le MRAN (Mouvement régional antinucléaire) s'est constitué, regroupant



des militants de mouvements écologiques, des syndicalistes, des lycéens, des agriculteurs. Dans un manifeste, il dénonce les risques écologiques qu'entraîne l'installation d'une centrale, le choix de société que cela implique, ainsi que la mise en place d'un système policier et militaire... Il soutient la lutte des travailleurs de Framatome qui, à Chalon, sont entrés en grève le 29 mars pour leurs revendications : 400 F d'augmentation uniforme, salaire minimum à 2 200 F, troisième mois, suppression des nouvelles classifications dans le secteur de la métallurgie. Flics et huissiers ont délogé les ouvriers qui gardaient les portes. Dans tout le trust Creusot-Loire, des luttes ont lieu. Au Creusot les portes de l'usine sont fermées depuis quinze jours. Ensemble la population et les ouvriers combattent le choix du nucléaire, le contrôle policier et les risques pour la sécurité qu'il implique.

non à super-phénix



Le PSU considère comme très grave la décision du gouvernement Giscard de poursuivre le programme électronucléaire et d'entreprendre la construction à Creys-Malville d'un suré-

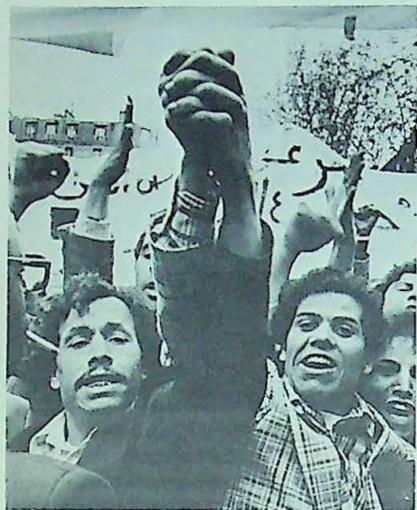
générateur. Cette dernière décision constitue une véritable escalade. Sa réalisation mettrait sous la menace mortelle d'une « excursion » nucléaire des centaines de milliers de personnes, notamment à Lyon. Elle ignore l'inéluctable accroissement des cancers et des malformations, conséquence des pertes de plutonium que l'on ne sait pas empêcher totalement.

Cette décision est d'autant plus inacceptable que les prétendus besoins d'énergie sont en fait le résultat du gaspillage économique de la société capitaliste et qu'existent des énergies alternatives comme le solaire et la géothermie. La justification véritable du programme électronucléaire est de garantir les profits d'un nombre restreint de sociétés multinationales.

Le PSU appelle donc les travailleurs à s'organiser pour amplifier la lutte contre un programme électronucléaire inutile, cher et dangereux. Il salue l'action des dizaines de comités locaux qui, pied à pied, s'opposent à l'implantation de nouvelles centrales et l'action inlassable des associations écologiques. Il considère comme un encouragement très important la prise de position de la CFDT réclamant un moratoire de trois ans du programme électronucléaire.

Les travailleurs des villes et des campagnes pourront démontrer leur opposition croissante, en participant en juin prochain à la manifestation contre l'usine de traitement des combustibles nucléaires de La Hague. Le PSU invite les travailleurs à transformer Creys-Malville en un nouveau Larzac. Giscard n'est sensible qu'à l'opposition populaire unie ; le 3 juillet, notre action doit le faire reculer.

on ne peut pas tout dire



SONACOTRA : halte aux expulsions

Les travailleurs résidant dans les foyers gérés par la Sonacotra sont en lutte contre l'augmentation incessante des loyers, le régime draconien instauré par le biais de règlements intérieurs d'un autre temps, pour obtenir le droit d'organisation et de réunion jusqu'à maintenant contesté. Les travailleurs résidant à la Sonacotra se sont organisés.

Ils luttent pour obtenir la baisse et le blocage du prix des loyers (actuellement, le prix est de 270 F pour 6 m²), l'obtention d'un statut de locataire et non pas de résident, les libertés de visite, d'expression, de réunion et d'organisation, l'ouverture de négociations pour la satisfaction de ces légitimes revendications. A cela, la Sonacotra, couverte par le silence des pouvoirs publics, répond par une répression violente : perquisitions, portes défoncées, matraquage des militants poursuivis, expulsions en dehors de toute possibilité pour les personnes d'être entendues et de s'opposer à ces pratiques policières inqualifiables.

Pour protester contre les 14 expulsions du 17 avril, une manifestation a regroupé des milliers de manifestants, le 24 avril, de Barbès au Père-Lachaise. Le PSU y participait. Nous ne comprenons pas l'absence du PS et du PCF. Certaines sections du PS ou du PCF qui voulaient appuyer cette manifestation ont été désavouées par leur direction. La participation de l'URP-CFDT a été notée, ainsi que l'absence des autres organisations syndicales (FEN, CGT). Malgré les « ratonnades », les matraquages dans le métro qui ont été perpétrés par les flics à la fin de la manif, les immigrés continuent à se battre.

BRESIL : un fasciste en France

La venue en France du dictateur Geisel, représentant d'un régime qui, depuis douze ans, exploite les classes populaires brésiliennes par

la terreur et la répression fasciste est un scandale. Hormis les profits commerciaux que comptent en tirer certaines firmes françaises, ce voyage donne l'occasion à Geisel de proclamer que sa dictature garantit la liberté.

Le PSU dénonce la politique étrangère de Giscard-Chirac qui privilégie les relations au sein du tiers monde avec les régimes les plus réactionnaires, tels que le Maroc, l'Iran, le Brésil, qui jouent le rôle des relais et de gendarmes de l'impérialisme.

Il a invité tous les travailleurs à manifester leur opposition au renforcement des relations franco-brésiliennes sur le dos des travailleurs français et brésiliens en participant au meeting du 28 avril à 20 h 30 à la Mutualité de Paris.

OUEST LICENCIEMENTS : spécial 1^{er} mai

Les syndicats chargés de Caron-Ozanne n'ont toujours rien proposé pour le redémarrage de l'entreprise. Le téléphone, les livraisons de fuel sont arrêtés. Pourtant *Ouest-Licenciements* continue de paraître. Un numéro spécial, tiré à 200 000 exemplaires, pour le 1^{er} mai, parlera des luttes dans toute la France : CIP, Lip, Griffet, Fougères, viticulture, étudiants et bien sûr Caron-Ozanne.

PORTUGAL : la défaite du plan américain

Les Etats-Unis et la bourgeoisie financière monopoliste portugaise jouaient une majorité CDS-PPD pour imposer une reprise en main volontaire, quitte à dépenser un nombre important de dollars. Bien entendu, la carte PS n'est pas abandonnée, mais son ambiguïté sociale et politique ne permet pas d'affronter directement la classe ouvrière pour lui faire payer les frais de la crise.

Bref, c'est une majorité de gauche qui se dégage des élections de dimanche, mais sa division politique va freiner et retarder l'offensive populaire. Cependant, la bourgeoisie aura plus de mal à homogénéiser son appareil de répression anti-ouvrier, car le secteur militaire autour du groupe des Neuf pourra s'appuyer sur la légitimité populaire issue des élections pour défendre une Constitution démocratique inacceptable pour la bourgeoisie.

Les élections présidentielles se présenteront donc plutôt de manière satisfaisante, ce qui signifie que la droite ne peut attendre cette échéance sans essayer « quelque chose » pour modifier un climat électoral défavorable.

LA FETE: 12 et 13 juin à la Courneuve

La Fête bat son plein.

Flonflons et manèges... Après l'euphorie des idées culturelles, la Fête s'organise. Par rapport à l'année dernière, le champ culturel est élargi (rock, jazz, folk, conteurs, spectacles de rues). Nous n'aurons pas trop de trois lieux (deux en 1975). L'espace lui-même sera plus grand, vastes étendues de verdure, buttes et taillis entourant notamment un théâtre grec en gradin où vous pourrez entendre un festival jazz-folk dans d'excellentes conditions acoustiques. Un podium en plein air et un chapiteau accueilleront le reste de la programmation, que nous avons voulu équilibrée et contradictoire.

D'abord en ayant trois points de spectacles, nous avons cherché à casser l'hégémonie, l'attraction excessive, du grand podium. Ce dernier réunissait les « vedettes » (qui pour nous ne sont pas une concession au show-biz mais sont choisies pour les tendances culturelles qu'elles sous-tendent). Ces vedettes, vous les trouverez partout, afin de ne privilégier aucun podium et permettre une circulation. En outre, il sera

ainsi possible de mixer des expressions différentes tant par le contenu politique que par la connaissance qu'en a le public. Ainsi, vous pourrez entendre Archie Shepp, Stève Lacy, mais qui connaît Le Cohelmeck, voire Alain Pinsolle, ou Le Temps des cerises. De même, un groupe comme YS pourra trouver son identité, car après avoir été l'accompagnateur de Stivell, avoir participé à sa musique, il se retrouve sans acquis auprès du public.

Enfin, les saltimbanques, les jongleurs, les cracheurs de feu poseront la question de la critique de la consommation spectaculaire. Avec eux, avec les fanfares, la foule dansera des farandoles, les comédiens se dévoileront... sans coulisses.

Une fête dans la fête, quoi ! Dans une série d'articles, nous présenterons des domaines comme le jazz, le folk, les coopératives qui tentent de construire une alternative culturelle, certains groupes militants.

Une réunion d'animation se tiendra le mardi 4 mai, à 18 heures, 9, rue Borromée (15^e). Venez nombreux.



suite de la page 8

d'un coup les revendications essentielles derrière lesquelles il s'abritait. »

Ce sont les accords Matignon. Comme en 1968 les accords de Grenelle, ils concèdent aux travailleurs une partie seulement de ce qu'ils ont déjà conquis : « *Le patronat, reconnaît M. Gignoux, dans ses rapports directs avec les ouvriers, a dû donner beaucoup plus que les accords.* » Les concessions du gouvernement Blum représentent pourtant ce qu'on appellera « les conquêtes du Front populaire » : les contrats collectifs, la reconnaissance du droit syndical dans l'industrie privée, 12 % d'augmentation, 15 jours de congés payés, les 40 heures, l'institution des délégués ouvriers (mais privés de tout pouvoir).

Moyennant quoi, fatigué de tant d'efforts de la classe ouvrière, le gouvernement Blum décida de se reposer et décréta la pause. Et son programme ? Il n'en sera jamais réalisé que quelques bribes, comme l'Office du blé, à l'instigation de Tanguy-Prigent. Pourquoi ? Léon Jouhaux, le secrétaire réformiste de la C.G.T., nous explique par exemple ce qu'il advint des « grands travaux », dont Blum faisait une « pièce essentielle » de son programme de stimulation économique et qui devaient permettre de résorber le chômage. Pour les financer, il fallait nationaliser les opulentes sociétés d'assurances. « *Les compagnies d'assurances, écrit Jouhaux, s'attendaient tellement à cette mesure que leurs émissaires, à plusieurs reprises, me firent toucher pour me dire que, s'il ne s'agissait que de financer la caisse des grands travaux, elles étaient disposées à accepter (sic !) un décret ou une loi qui les obligerait à verser un quantum de leurs disponibilités dans cette caisse des grands travaux.* » Mais ces messieurs surestiment l'énergie réformiste des réformistes. Devant la pression des banques, des radicaux et du Sénat, Blum n'osera jamais s'attaquer aux compagnies d'assurances, ni pour les nationaliser, ni même pour s'attaquer à leurs profits. Il n'y aura des grands travaux que... l'exposition de 1937. Le chômage ne sera pas résorbé en dépit des 40 heures. Bientôt, du reste, les 40 heures deviendront 45 dans le bâtiment, 48 dans la métallurgie... voire 60 dans l'aviation.

... les capitalistes se récupèrent

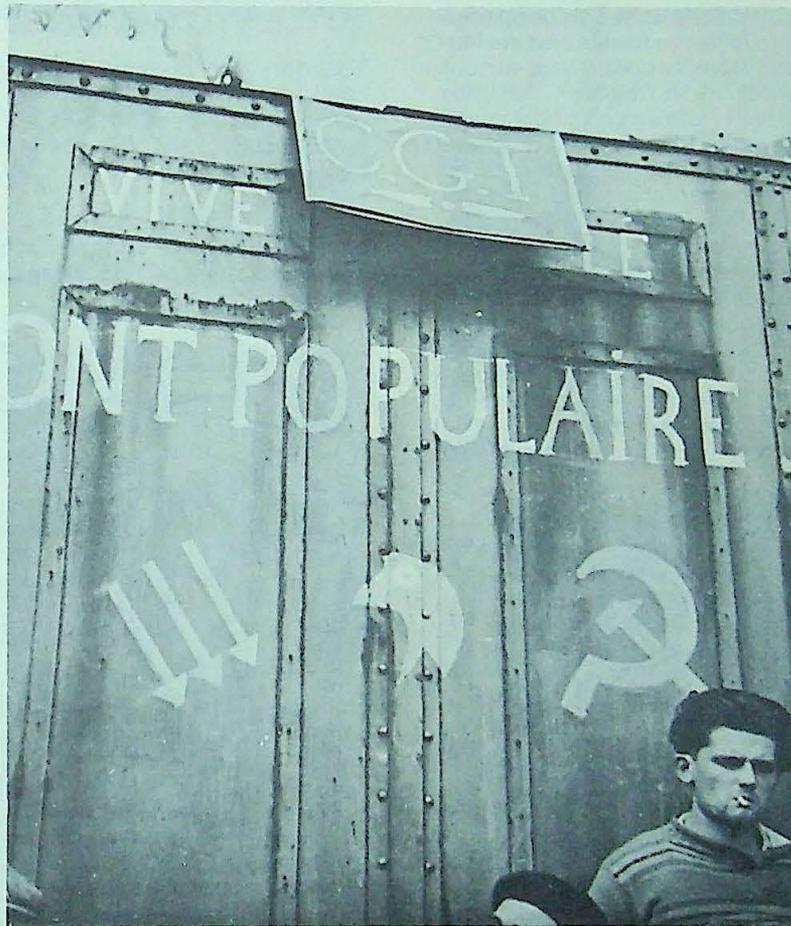
Dès que cessent les occupations d'usines, le reflux commence. Les augmentations de salaire sont vite annulées par la hausse du prix de la vie. Les fonctionnaires, dont les dirigeants syndicaux font confiance aux socialistes, ont sagement attendu les décisions du gouvernement sans se mettre en grève : ils voient leur pouvoir d'achat largement diminué. Après avoir abandonné les républicains espagnols aux fascistes, Blum capitule bientôt devant les banques et cède le pouvoir aux radicaux. Rappelé au gouvernement, il refuse de s'appuyer sur les masses populaires pour faire céder l'opposition du Sénat impotent, et préfère démissionner après quelques semaines.

Avec l'arrivée au pouvoir de Daladier, le film de Juin-36 se déroule à l'envers : les décrets-lois de misère, l'allongement du travail, la toute-puissance de la police, les accords de Munich avec Hitler, la grève gé-

nérale de 1938 écrasée par les gardes mobiles, la dénonciation du Front populaire, la dictature, la mise hors la loi du parti communiste, la dispersion des syndicats, la guerre : la Chambre du Front populaire termine sa carrière en votant les pleins pouvoirs à Pétain, c'est-à-dire la fin de la République !

problèmes d'aujourd'hui

On avait dit aux travailleurs : n'allez pas trop loin, vous dresseriez contre vous les classes moyennes. Mais on ne pouvait aider les petits paysans, les petits commerçants et les artisans qu'en s'attaquant aux banques et aux trusts. Faute de le faire, le Front populaire avait jeté les classes moyennes du côté de la réaction.



au nom du Front populaire, on occupe les usines...

On avait dit aux travailleurs : ne vous laissez pas aller aux provocations. L'heure est à la démocratie (on ne parlait pas encore de « démocratie avancée »). La révolution conduirait à la réaction fasciste ou à la guerre. Ils n'ont pas fait la révolution : ils ont eu la réaction, la guerre et le fascisme.

Il s'agit là d'histoire ancienne ? Rien n'est moins sûr. La situation a changé, c'est vrai. Nous ne sommes plus devant la même situation internationale, ni devant la même poussée du fascisme. Les rapports de forces sont beaucoup plus favorables aux travailleurs. L'affrontement électoral recoupe plus directement l'affrontement entre eux et la bourgeoisie.

Les acteurs non plus ne sont plus exactement les mêmes. Du puissant parti radical ne surnagent plus que quelques barques misérables dont les équipages s'injurient, tandis que quelques Caillavet nagent entre deux eaux. Celle des radicaux « de gauche » est accrochée dans le sillage des partis ouvriers ; mais un jour elle risque de peser plus que

son poids réel. Mais les partis ouvriers eux-mêmes ne sont pas tellement différents de ce qu'ils étaient. Blum parlait de « *prise révolutionnaire du pouvoir* » (pour plus tard) comme Mitterrand parle d'autogestion (pour plus tard). Le langage de Jouhaux et de Frachon ressemblait étonnamment à celui de Séguy. Et si le PCF n'est plus directement soumis, comme en 1936, aux impératifs de la diplomatie soviétique, il se réclame de « l'union du peuple de France » comme en 1936 du « front des Français », et à peu près dans les mêmes termes.

Pour que les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets, les militants ouvriers doivent se pencher sur l'expérience du Front populaire. Et plus que les autres, peut-être, les révolutionnaires. Ce qui frappe en 1936, c'est en effet l'impuissance où se sont trouvés les révolutionnaires.

que font les révolutionnaires ?

Les meilleurs sans doute se trouvaient au parti communiste. Ils se sont engagés dans l'action au cours des grèves : le parti communiste les appuyait pour améliorer son rapport de forces avec les socialistes, notamment dans la CGT. Quand Maurice Thorez, après les accords Matignon, a expliqué : « *il faut savoir terminer une grève* », beaucoup n'ont pas compris, mais ils ont finalement fait confiance. Ils ont suivi la discipline de leur parti : quelle autre possibilité auraient-ils eue ?

A l'intérieur du parti socialiste, la « gauche révolutionnaire » avait sa propre « lecture » du Front populaire — « *un front populaire de combat* » — comme le CERES, aujourd'hui, a sa propre lecture du Programme commun. Marceau Pivert avait reproché aux trotskistes de ne pas capituler devant les réformistes pour rester dans le train en marche. « *Tout est possible* », écrivait-il en juin 1936. Tout était possible, en

effet, sauf de transformer le bœuf SFIO en taureau révolutionnaire. Marceau Pivert s'occupait au gouvernement de créer le mythe de Léon Blum, « *grand dirigeant de la classe ouvrière* », tandis que les militants de la gauche révolutionnaire s'activaient dans les grèves. Ses amis et lui étaient dans le train. Mais dans le fourgon de queue. Jusqu'au moment où Léon Blum décida de décrocher le fourgon de queue.

La bourgeoisie, pour laquelle un mouvement révolutionnaire ne peut être que l'œuvre de meneurs, avait d'abord incriminé le parti communiste. Mais les grèves continuaient, malgré tous les appels du PCF. La bourgeoisie et le gouvernement cherchèrent donc un « chef d'orchestre clandestin ». Ils ne trouvèrent que les trotskistes. « *Poursuivez les provocateurs trotskistes* », écrit la royaliste *Action française*. Le gouvernement les poursuit en effet et saisit deux fois leur hebdomadaire, *la Lutte ouvrière*.

Mais ils sont bien loin de jouer le rôle qu'on leur prête. Sans doute le journal des jeunes, *Révolution*, a-t-il été le premier, en mai, à populariser les occupations d'usines : « *De grands mouvements de masse vont déferler sur le pays. L'heure est à l'action.* » La Lutte ouvrière saisie écrivait : « *Dans l'usine et la rue, le pouvoir aux ouvriers ! Blum, Jouhaux, Duchemin tombent d'accord, mais les travailleurs poursuivent la lutte. Passez des comités de grève aux comités d'usine. Formez vos milices ouvrières. En avant pour un puissant congrès des comités !* » Il est vrai aussi qu'ils participent activement au mouvement, là où ils sont : une brasserie de Lille reprend par exemple la production sous contrôle ouvrier.

Mais leurs forces sont dérisoires. Le parti ouvrier internationaliste, fondé en juin 1936, compte 1 200 membres, la plupart des jeunes venus des JS. Il ne trouve guère d'appui syndical, que, paradoxalement, dans la fédération des techniciens. Les journalistes qui viennent passage Dubail, pour rencontrer le « chef d'orchestre clandestin », trouvent un local sordide où le papier journal remplace les vitres. Encore le mouvement trotskiste va-t-il trouver le moyen de se scinder en deux organisations rivales.

Il dresse contre le Front populaire un réquisitoire que connaissent seulement quelques milliers d'initiés et, faute d'un enracinement dans le mouvement des masses, l'« alternative révolutionnaire » qu'il propose reste une incantation. Il y a rencontre entre ses propositions d'action et le mouvement des masses. Mais il n'intervient pas notablement dans ce mouvement, et ne pèse pas sur le cours des événements.

De nos jours, la chance du socialisme dans les événements qui viennent, c'est qu'il existe dans les syndicats, potentiellement au moins, un pôle ouvrier indépendant. C'est que les révolutionnaires ne constituent plus une secte isolée, réduite aux critiques et aux incantations. Mais ils sont dispersés dans des groupes et dans des organisations à vocation de masse dont la pratique est autogestionnaire.

L'unité des forces révolutionnaires doit, pour être efficace, aller bien au-delà des groupes qui se parent aujourd'hui de cette étiquette. Elle doit se fonder sur des bases claires et dans un lien réel avec les mouvements des masses.

C'est bien la tâche de l'heure.

Yvan CRAIPEAU ■

une gauche révolutionnaire dans la SFIO

Entre 1930 et 1931, je militais dans la section du XX^e arrondissement de la SFIO. En 1931, écœuré par les magouilles électorales des conseillers municipaux, je quitte le parti. Indépendant, je poursuivais pourtant des relations de sympathie avec le courant de gauche de la SFIO. Lorsqu'en octobre 1935 se crée une nouvelle tendance, la « gauche révolutionnaire » (GR), je réintègre la SFIO pour travailler avec ces camarades. Enfin, une nouvelle tendance était née. Il n'y avait plus d'équivoque ! Ma colère contre le développement du social-patriotisme, contre le rassemblement national populaire qui s'était formé en juillet 1935, pouvait s'exprimer.



en 1939 au congrès du PSOP, Daniel Guérin et Marceau Pivert

la fondation de la gauche révolutionnaire

La création de cette tendance s'explique par deux raisons fondamentales.

En mai 1935, se signe le pacte Laval-Staline. Le PC fait un virage à 100 %, abandonne les positions du défaitisme révolutionnaire au profit de positions patriotardes. Zyromsky — qui dirigeait la tendance Bataille socialiste à laquelle participait aussi Marceau Pivert — emboîte le pas au PC et introduit dans la politique de cette tendance une note tricolore. Il fallait rompre.

Pendant l'été 1935, les trotskistes qui militaient dans la SFIO se font exclure. Avec eux, les jeunesses socialistes qui sympathisaient avec leurs idées. Nous nous sommes alors dit qu'il n'y aurait plus personne à l'intérieur de la SFIO pour défendre une voie révolutionnaire oppositionnelle. Nous avons alors pris leur relève.

En mai 1936, dans l'ivresse de la victoire, en même temps que les sons de trompette, la GR vote une

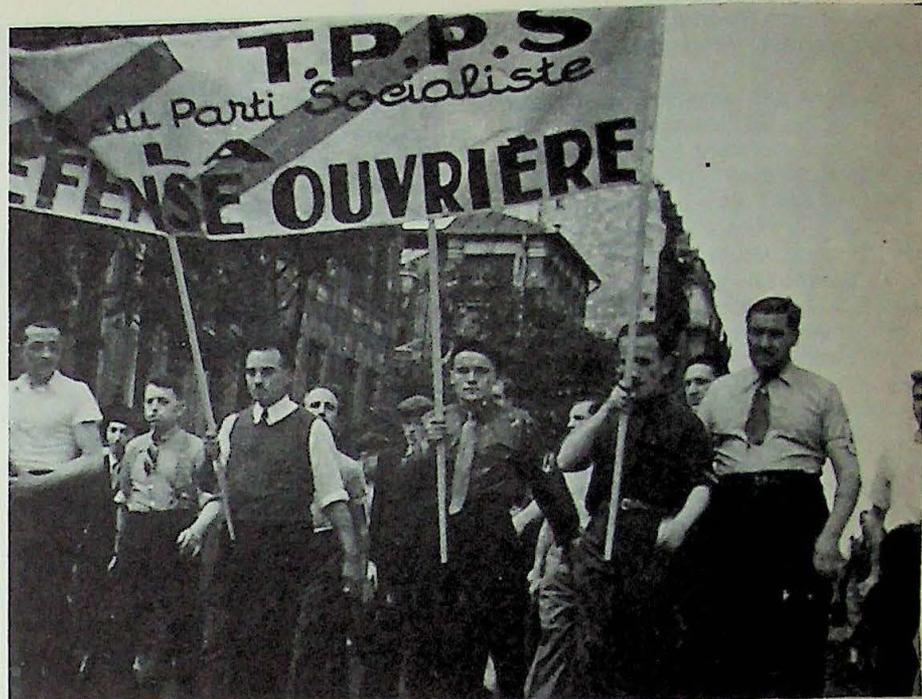
motion d'unanimité et de soutien à Blum. J'étais le seul à m'opposer à ce vote. Je ne me faisais aucune illusion sur Blum, sa politique et surtout le boulet qu'il traînait : l'alliance avec les radicaux, grand parti conservateur. Il ne pouvait que faire une politique de capitulation. Si on voulait une véritable gauche révolutionnaire, il fallait une politique d'indépendance et de défiance. Malgré nos adjurations, Marceau Pivert, dirigeant de la GR, accepte de s'intégrer au gouvernement. Il rentre au secrétariat général de la présidence du Conseil où il est chargé des questions de la presse, de la radio et du cinéma. Son raisonnement est le suivant : plus on est constructif, plus

on se sert de l'appareil du parti et de celui du Front populaire, plus on arrivera à pousser à gauche. L'idée générale était : « il faut être dans le coup, pas en dehors. »

rompre avec l'appareil

A la fin de 1936, le réveil se fait et on comprend l'erreur commise. Il faut décrocher d'avec Blum et d'avec l'appareil de parti. Blum, d'ailleurs, commence à réprimer les queues de grève, une fois le raz de marée de Juin-36 terminé. Les travailleurs voient les trahisons, la hausse du coût de la vie et la dévaluation du franc. Le 14 juillet 1936, le PC passe du Front populaire au front des Français. La grande manifestation est tricolore et cocardière. Pour beaucoup, c'est une terrible révélation, c'est déjà l'union nationale. Et puis la non-intervention bouleverse de nombreux camarades. Nous sommes quelques-uns à faire pression sur Marceau Pivert, hésitant. En janvier 1937, il quitte son poste.

En été 1937 se réunit à Marseille le congrès de la SFIO. Sinistre congrès. Blum, qui était devenu pour les militants une espèce de dieu, avait



les T.P.P.S. (toujours prêts pour servir), milices de la fédération de la Seine de la SFIO

abandonné le pouvoir. Prostration chez les militants. Comment ? On occupe le pouvoir et on le lâche ? Les masses étaient encore en éveil et on pouvait passer outre le diktat du Sénat.

La tension est grande entre nous et la majorité à ce congrès. Même, des nervis nous bombardaient avec des morceaux de chaises.

Mais notre combat était payant et nous gagnions des forces. Fin 1937, notre tendance gagne la direction de la fédération de la Seine. Je deviens secrétaire fédéral chargé des organisations du parti dans les entreprises. En peu de temps, nous transformons les amicales d'entreprise, d'organisations construites pour faire la claque pour le gouvernement Blum en véritables cellules révolutionnaires. Ce qui nous permet d'être les animateurs du deuxième round.

naissance et mort du PSOP

En mars 1938, nous réussissons à jeter dans les jambes du gouvernement une grande grève. Les usines métallurgiques sont occupées. Nous sommes attaqués par tous, de la droite au PC en passant par la direction de la SFIO. Le gouvernement Chautemps tombe. Blum remonte au pouvoir et cherche à former un gouvernement d'union nationale. La droite refuse : « Nous n'avons pas besoin de vous pour faire ça » lui dit-elle. Le Sénat de nouveau veut faire tomber Blum. En une nuit, nous éditons 100 000 affiches et appelons les masses à se concentrer devant le palais du Luxembourg. Mais la manifestation, audacieuse, de 35 000 travailleurs n'aura pas d'effets.

Pendant la Pentecôte 1938, c'est le congrès de Royan. Paul Fort qui tient l'appareil du parti entre ses mains et Blum, malgré leur inimitié s'unissent contre nous. Nous sommes expulsés. Bien sûr, certains essayaient

de recoller les morceaux, de composer avec la direction. Pivert lui-même était hésitant, travaillé par la gauche de son courant et une droite attachée à la « vieille maison ». Pourtant, nous créons immédiatement le parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP).

Le PSOP ne résistera pas aux échéances tragiques qui s'annoncent. Il se disloque. Son hétérogénéité, présente dès le début, ne résiste pas lorsque la situation exige de claires définitions. Face à la guerre qui vient, les différents courants : internationaliste révolutionnaire et trotskiste alliés, pacifistes bêtards, et même partisans de la victoire des Alliés, ne peuvent plus coexister. C'est la fin du PSOP.

et aujourd'hui ?

La gauche peut arriver au pouvoir en France, et des problèmes similaires à ceux de la période du Front populaire se poseront. A partir du moment où on se mêle de vouloir transformer la société, on doit aller jusqu'au bout. Une révolution qui ne fait que la moitié de son chemin creuse sa propre tombe. Les classes moyennes par exemple, dont on parle tant, étaient coincées entre le capitalisme et le prolétariat. Elles ont été les principales victimes de la dévaluation. Le Front populaire a déçu nos espoirs, disaient-elles. Cette réaction explique leur hargne anti-socialiste pendant la guerre et la quasi-unanimité réalisée autour de Pétain. Le Front populaire, à ne pas vouloir aller jusqu'au bout au compte du prolétariat, a jeté les classes moyennes dans les bras du grand capital. Aujourd'hui, une partie de ce qui nous a fait échouer n'existe plus ; il existe une classe ouvrière plus forte qui voudra aller plus loin. Il n'y a pas le danger de guerre qui conditionnait tout, et il y a eu mai-juin 1968. Pourtant, ou nous aurons une grande victoire, ou nous aboutirons à une grande défaite.

Daniel GUERIN ■

Daniel Guérin est né le 19 mai 1904. Militant de la SFIO en 1930. Représente la tendance gauche révolutionnaire à la commission coloniale de la SFIO et au journal *Le Populaire*. Responsable d'un comité intersyndical en Juin-36. Exclu du PS en 1938, il devient membre du bureau politique du PSOP qu'il représente au Front ouvrier international contre la guerre. Après la guerre, il se consacre toujours au militantisme révolutionnaire tout en écrivant une série d'ouvrages aussi différents qu'une étude de la Révolution française, plusieurs livres sur les questions coloniales, les problèmes de la sexualité, les rapports du marxisme et de l'anarchisme.

l'année cruciale

un inédit de Marceau Pivert

Cette année 1936, va être décisive pour toute une période historique. Grisés par le succès, les dirigeants ouvriers ne se rendent pas compte de la responsabilité qu'ils vont endosser, non seulement pour leur propre prolétariat mais pour tous les antifascistes d'Europe. A cette heure de mai 1936 où la nouvelle du succès foudroyant des masses populaires était transmise par radio, il aurait fallu une équipe d'hommes résolus, et une ligne politique sans équivo-

socialiste traçait le chemin, énumérait les mesures à prendre, « en trois jours, en trois semaines, en trois mois » pour assurer la progression méthodique jusqu'à la victoire totale. Parmi les premières mesures figurait la grève générale pour le contrôle des grandes entreprises ; or, vers la fin de mai, en dehors de toute décision des organisations, d'un mouvement spontané, les masses commençaient les premières occupations d'usine (...).



La salle du 1^{er} congrès du PSOP

que : alors tout était possible. Le mouvement des masses débordait tout ; il pouvait se nourrir à ses propres victoires et faire surgir très rapidement la question de transformer l'exercice du pouvoir en conquête du pouvoir.

L'auteur de ces pages ne peut pas évoquer ces heures exaltantes sans qu'un goût d'amertume lui monte aux lèvres. Oui, tout était possible ! Un prolétariat en pleine action, une paysannerie compréhensive, des intellectuels et des techniciens dévoués à la cause du peuple, des anciens combattants ardemment pacifistes et révolutionnaires, des petits boutiquiers empressés au service de la solidarité ouvrière, des hommes du rang, dans la police et dans l'armée, en absolue communion d'idées avec les combattants antifascistes, un mouvement syndical brusquement dressé sur ses jambes et se révélant à lui-même sa force, son efficacité... Que n'avions-nous pas entre les mains ?

Depuis des mois et des mois, en particulier dans les deux numéros de mars et avril du *Drapeau Rouge*, la Gauche révolutionnaire du parti

Dès le lendemain des élections générales, à la séance du 10 mai de la CAP du parti socialiste, le délégué de la Gauche révolutionnaire presse Léon Blum d'agir à toute vitesse : « Proclamez-vous immédiatement chef du gouvernement, ordonnez la fermeture des frontières, placez en régime de surveillance tous les grands féodaux des 200 familles ; bloquez toutes leurs exportations de capitaux ; examinez toutes les opérations financières des trusts et publiez le détail de leurs pirateries (...) Alors préparez l'opinion non seulement à accepter, mais à exiger les nationalisations « à chaud », c'est-à-dire avec le concours de l'action directe des travailleurs (...) ; encouragez publiquement toutes les initiatives syndicales en faveur du contrôle ouvrier et de la création de conseils d'usine ; enfin, en politique extérieure, renversez complètement la vapeur : annoncez au monde la dénonciation du traité de Versailles ; adressez-vous directement au peuple allemand et faites appel en même temps à la solidarité prolétarienne internationale ; mettez en lumière la pente fatale qui conduit



Marceau Pivert et ses camarades d'exclusion

les gouvernements impérialistes vers une nouvelle guerre et préparez hardiment les travailleurs à refuser collectivement au régime ce moyen atroce et ultime de se prolonger... »

Mais Léon Blum restait impassible (...). Il croyait encore à la comédie parlementaire alors que le combat de classe le plus implacable était engagé (...). Cependant, le mouvement des masses n'obéit pas au même mécanisme : il vient de vérifier un rapport de forces favorable ; il l'utilise immédiatement et, d'un coup, il impose la diminution de la durée hebdomadaire du travail à quarante heures, sans diminution de salaire. La nouvelle législation institue le système des contrats collectifs, des délégués d'ateliers élus par les ouvriers, des congés payés obligatoires. Conscient du péril, le grand patronat est trop heureux de s'en tirer à si bon compte (...).

Mais cette législation sociale n'apporte pas de solution décisive aux problèmes essentiels posés par la crise du régime. Bien mieux, elle va l'aggraver encore. Elle ne peut être considérée que comme une étape vers la transformation totale du régime. Seule, l'avant-garde ouvrière développe cette idée et prend conscience de toute la perspective historique qui vient brusquement de se dégager : elle prépare les ouvriers qui occupent les entreprises à l'idée de les remettre en route au profit exclusif des travailleurs ; dans les entreprises qui ont déjà obtenu leur contrat collectif, elle invite les délégués d'ateliers à se procurer toutes les informations relatives à l'établissement du prix de revient, c'est-à-dire à introduire l'investigation ouvrière dans le secret industriel ou commercial (...).

Les ouvriers agricoles eux-mêmes occupent des fermes et des grands domaines. Déjà, pour le ravitaillement de Paris, le gouvernement est obligé de négocier avec les délégués ouvriers qui contrôlent les grandes

citernes de carburants ; le véritable pouvoir peut rapidement changer de mains : quel serait l'effet de cet événement dans toute l'Europe ? Quelle serait la réponse des ouvriers italiens, espagnols, allemands à des appels simples, fraternels, directs, lancés à la radio par d'authentiques ouvriers, d'authentiques paysans, délégués par leurs camarades (...).

Mais la révolution socialiste n'est pas à l'ordre du jour sur le calendrier de Staline. C'est pourquoi Maurice Thorez annonce solennellement « qu'il faut savoir terminer une grève » et que les militants qui pensent à la révolution sont des démagogues ou des agents de Hitler. Dès ce moment, il lance le mot d'ordre de l'union des Français, il tend la main aux catholiques, et même aux Volontaires nationaux (Croix de fer). Et tous ses Jacques Duclos et ses sous-Gitton dénoncent comme des provocateurs les ouvriers conscients qui veulent atteindre leurs objectifs de classe. Il est clair que, pour maintenir sa dictature, Staline préfère la voie de la guerre impérialiste à celle de la révolution. Il est clair que Léon Blum, effrayé par le mouvement des masses, préfère aussi le fonctionnement normal du régime capitaliste, et sa défense nationale, et son colonialisme, et le renforcement de son appareil de classe (...).

Que la bourgeoisie soit assez aveugle pour sacrifier à ses tendances contre-révolutionnaires ses intérêts nationaux et impérialistes, cela peut se comprendre. Mais que des leaders ouvriers, dont les organisations ont été fondées pour accomplir la transformation socialiste, reculent à l'heure où celle-ci devient possible... et lui préfèrent les plus terribles conséquences de l'agonie du régime — la guerre et la dictature fasciste —, cela les disqualifie à jamais et les place au rang des adversaires du prolétariat.

Marceau PIVERT ■

En 1940, après avoir quitté les Etats-Unis, Marceau Pivert se trouve à Mexico. Il y rédige un ouvrage *Où va la France ?*, publié en août 1940 par les éditions Panamericanas avec une préface de Julian Gorkin, dirigeant du POUM exilé comme lui au Mexique. Le livre, introuvable en espagnol, n'a jamais été publié en français.

Grâce à l'obligeance de Mme Jacqueline Outin, la fille de Pivert, nous publions, pour la première fois, un extrait de ce document. Il s'agit d'un chapitre de la première partie du livre qui traite de la période du Front populaire. C'est en quelque sorte le bilan que Marceau Pivert tire de cette expérience. Chacun en verra la brûlante actualité.

Front populaire et révolution en Espagne

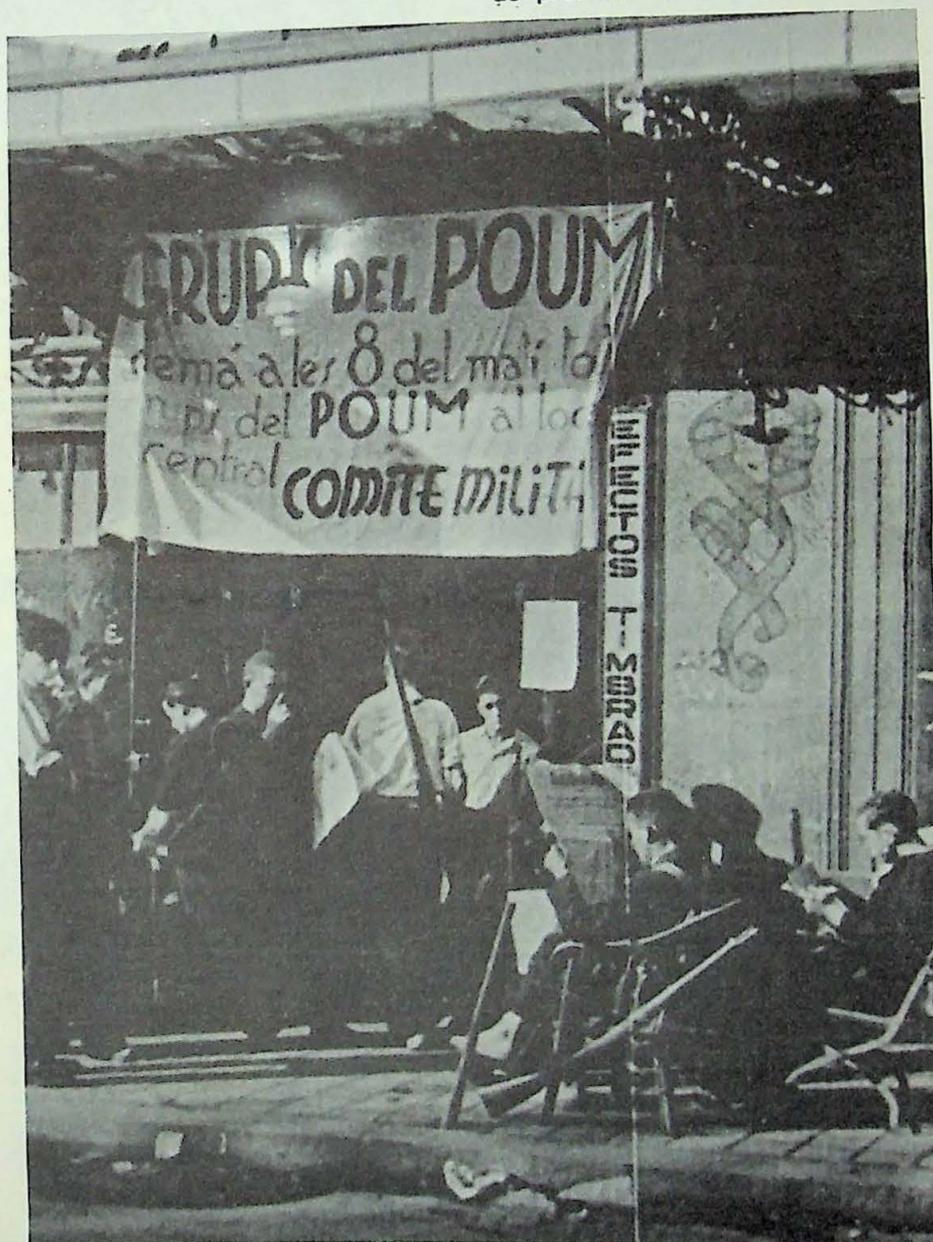
En cette année 1976, année décisive pour le mouvement ouvrier espagnol, le quarantième anniversaire de deux événements d'une importance historique capitale va être célébré, si ce n'est déjà fait : en effet, il s'agit d'une part de la victoire électorale du 16 février 1936, et d'autre part, de la révolution espagnole de juillet 1936.

de l'alliance ouvrière au Front populaire

La chute de la monarchie, en 1930, avait ouvert la voie d'un processus révolutionnaire populaire et radical. En 1933, deux ans ont passé pendant lesquels le gouvernement de collaboration républicain-socialiste n'a pas été capable d'appliquer son programme. C'est ainsi que les forces réactionnaires remportaient les élections de 1933 et tentaient de s'emparer de l'appareil d'Etat pour liquider les parcimonieuses réformes ébauchées et supprimer les conquêtes des ouvriers et des paysans. Une telle situation obligeait les organisations ouvrières à prendre un tournant indispensable. L'opportunisme social-démocrate et la thèse stalinienne du « social-fascisme » avaient conduit, en Allemagne, le plus puissant prolétariat d'Europe à la défaite totale et sans combat. Les travailleurs espagnols surent tirer les leçons d'une telle défaite, et s'orienter vers une politique de front unique ouvrier.

Vers le milieu de l'année 1933, la première Alliance ouvrière apparaît en Catalogne. Elle est constituée du Bloc ouvrier et paysan, de la Gauche communiste (ces deux organisations fusionnant en 1935 pour donner naissance au POUM), de l'Union socialiste de Catalogne, du parti socialiste et d'une fraction du mouvement anarcho-syndicaliste. L'Alliance ouvrière s'implanta rapidement dans tout le pays, et tout particulièrement à Madrid et à Valence. Bien qu'avec retard, le parti communiste finit par rejoindre l'Alliance ouvrière, qui joua un rôle des plus décisifs aux Asturies où toutes les organisations du prolétariat, y compris la CNT, se regroupèrent pour former un front unique de classe.

En octobre 1934, lorsque les forces de la réaction, menées par Gil Robles, s'approprièrent l'appareil d'Etat républicain, l'Alliance ouvrière lança le mot d'ordre de la grève générale révolutionnaire dans tout le territoire. Mais c'est seulement aux Asturies que le prolétariat fut capable de renverser la droite et de prendre le pouvoir. Une représen-



local du POUM à Barcelone

sion sanglante dirigée par Franco, alors chef de l'état-major de l'armée, écrasa la Commune des Asturies et plongea dans l'illégalité l'ensemble du mouvement ouvrier espagnol. Cependant, l'Alliance ouvrière sut maintenir la puissance et l'unité du mouvement ouvrier, évitant ainsi l'instauration d'une dictature militaire fasciste.

Peu après les événements d'octobre, le parti communiste lança le mot d'ordre de Front populaire, s'opposant ainsi à l'Alliance ouvrière. Cette campagne n'obtint qu'un succès limité ; en effet, le parti socialiste lui-même, alors dirigé par Largo Caballero, resta sur sa position d'unité de la classe ouvrière et

maintint son indépendance vis-à-vis des partis bourgeois.

le bloc électoral de février 1936

En janvier 1936, prévoyant les élections générales fixées au 16 février, les partis républicains et le parti communiste proposèrent la constitution d'un Front populaire, à l'image du Front populaire installé en France ; voilà qui tendait à supprimer l'Alliance ouvrière. La plus grande partie des organisations ouvrières s'opposèrent à un semblable changement. Le 15 janvier vit finalement naître un bloc électoral des gauches. Pendant les pourparlers en vue de la constitution dudit organisme, les partis ouvriers (parti socialiste, POUM, parti communiste, parti syndicaliste, jeunesses socialistes), négocièrent dans l'unité avec les partis républicains de gauche. Un document fut finalement rédigé afin de présenter le bloc électoral au

mande d'amnistie pour les 30 000 prisonniers politiques issus de la répression qui sévit en octobre lors de l'insurrection. Voilà qui poussa la CNT à l'adhésion (la CNT était la grande centrale anarcho-syndicaliste), et qui détermina la victoire électorale du 16 février. Il n'y eut donc pas d'alliance à proprement parler, mais plutôt un front circonstanciel. Après les élections, les organisations ouvrières réaffirmèrent leur indépendance politique propre.

La victoire électorale servit de levier au processus révolutionnaire. Les prisonniers furent libérés avant même tout décret d'amnistie. La Catalogne recouvrit immédiatement son autonomie. Un gouvernement républicain se constitua, sans aucune participation des organisations ouvrières. La classe ouvrière était convaincue que le seul moyen de barrer la route à la menace militaire fasciste résidait dans une action autonome de classe.

En juillet 1936, c'est la lutte armée et le développement du processus révolutionnaire ouvrant la voie au socialisme qui constitua la réplique à l'insurrection militaire fasciste. Les travailleurs entamèrent, pour la première fois depuis 1917, un processus de transformation révolutionnaire plus profond et plus radical encore que la révolution russe elle-même. En Catalogne surtout, où le mouvement ouvrier se joignit au mouvement d'émancipation nationale, la révolution prit beaucoup plus profondément qu'ailleurs, avec la collectivisation démocratique des industries et de certains secteurs agricoles.

deux orientations dans la révolution

Dès les premiers mois de la révolution, deux orientations distinctes s'opposèrent ouvertement. Pour les partis républicains de la bourgeoisie et pour le parti communiste (qui suivait aveuglément les consignes du 7^e congrès de l'Internationale et de la politique de Staline, comme l'ont reconnu par la suite l'ex-dirigeant communiste Fernando Claudín et Santiago Carillo en personne), l'alternative était la démocratie ou le fascisme ; par conséquent, il fallait, selon eux, effectuer un retour en arrière et se situer sur le terrain de la simple défense de la République. Pour le POUM, la CNT et une fraction de la gauche socialiste, l'alternative était socialisme ou fascisme ; la guerre et la révolution étaient inséparables et le prolétariat devait prendre le pouvoir et diriger la lutte contre le fascisme.

La victoire de l'orientation front-populiste et sa pléiade de dramatiques conséquences (qui coïncidèrent avec la politique de non-intervention de Léon Blum et avec la politique « démocratique » de Staline), brisèrent l'élan révolutionnaire des masses travailleuses d'Espagne et facilitèrent la victoire de Franco.

Wilebaldo SOLANO

Wilebaldo Solano, né en 1917, a adhéré en 1932 au Bloc ouvrier et paysan dirigé par l'oppositionnel communiste J. Maurin. Pendant la guerre civile, il devient le secrétaire des jeunesses communistes ibériques (jeunesse du POUM, issu de la fusion du « Bloc » et de la « Gauche communiste » dirigée par A. Nin). Il est membre en 1937-1938 du comité exécutif clandestin du POUM dont il devient en 1947 le secrétaire général. Il dirige en plus la revue *Tribuna Socialista* dont TS a déjà parlé.

la Catalogne de nos espoirs

J'ai vécu du 19 juillet 1936 à début mai 1937 en cette Catalogne libertaire et autogestionnaire, dans une révolution accomplie sous mes yeux, telle que je la rêvais il y a bientôt quarante ans, telle que je la sens, aujourd'hui, pour demain.

J'arrive à Barcelone le 20 juillet ; la résistance militaire a cessé le matin. Toute la ville est dehors, les ouvriers sont en armes, et c'est une immense fête de fraternité. Je me fais des amis chaque fois que je m'arrête, que je rentre dans un groupe qui discute. Le métro fonctionne, ainsi que les bus et les tramways, bariolés de drapeaux et d'inscriptions — FAI (1), CNT (2), UGT (3), POUM. Je suis arrivé tout à l'heure avec le chemin de fer depuis Puigcerda. Le téléphone marche. Tous les bâtiments : bureaux, usines, chantiers, magasins sont ouverts. Des inscriptions partout : propriété du peuple, socialisé-syndicalisé-incanté (collectivisé).

Après la débâcle des militaires et de la police, les patrons fascistes ont fui et une partie des techniciens avec eux. La masse de plomb en fusion des travailleurs s'est coulée partout, remplissant tous les vides, constituant des comités de gestion, s'emparant en quelques heures des moyens de production, d'échange, de transport.

initiative révolutionnaire

Une extraordinaire adaptation de chacun à son emploi, une sensationnelle conception d'équipes remplaçant les manques, argumentant, débattant sur ce qui est à faire, à supprimer, à remplacer. Le comité central des milices antifascistes constitue le pouvoir réel ; des commissions de guerre, de ravitaillement, d'économie sont mises en place à la capitainerie générale qui regorge de monde. Tous se tutoient, rient, semblent plus vivants, la joie se lit dans les yeux. Presque tous, hommes et femmes, sont en bleu de chauffe, l'uniforme de la révolution. Presque tous sont armés.

Les petits commerçants ont rouvert leurs grilles. Quand ils ont fui, le personnel remet en route. Les brasseries, les cafés regorgent de monde.

Des initiatives surprenantes sont prises dans des petites industries. Une équipe m'a entraîné dans une petite usine qui fabriquait des bondeuseries de plomb, d'aluminium, peintes ensuite de couleurs vives. Ils vien-

ent, après modification des machines, de sortir un obus de tranchée et vont sortir un obusier pour le lancer ! Des mines de plomb, de cuivre, noyées volontairement par le capitalisme anglais pour faire monter les cours, sont remises en exploitation. Le comité du plomb siège à la compagnie expropriée. Le comité Hispano-Suiza a transformé en blindés toutes les carcasses en stock. Elles sont équipées de mitrailleuses. Pour protéger les roues pneumatiques, ils ont inventé une sorte de « palefroi » en chaînes métalliques partant du bas de la caisse, affleurant le sol.

Les miliciens sont logés dans les casernes de l'armée, ils subissent un court entraînement et montent au front... Teruel, Heresca, Saragosse. Des bons de réquisition permettent de nourrir leurs familles ; tous ceux qui concourent à la vie sociale de la ville sont rétribués.

Les gardes civils (les *asaltos*) sont dissous. Les hommes incorporés individuellement dans les milices que se sont donné la CNT, la FAI, le POUM, parfois l'UGT. L'ordre est assuré par les « patrouilles de contrôle », véritable police politique qui surveille également le lumpenprolétariat, les pillards, les provocateurs, les fascistes qui tirent par intermittence. Les partis de droite sont interdits. Les journaux, dévolus aux organisations ouvrières. Les hôtels particuliers sont transformés en maisons du peuple. L'école unique est mise en place ! Dans la région d'Aragon sont établies des collectivités volontaires agricoles. Dans les villages, les petits commerçants se groupent en coopératives.

des conclusions

J'ai tiré pour ma part, de cette participation intense à une révolution socialiste, toute une série de conclusions. Le cadre de cet article ne pourrait les contenir.

L'une d'elle, essentielle, je l'ai vérifiée aux Asturies en 1934, à Barcelone en 1936, en France en Juin-36, à la Libération et en 1968. Lorsqu'un mouvement de masse se met en branle, l'initiative, la spontanéité, l'enthousiasme, la joie des travailleurs se trouvent multipliés. L'homme, sous la contrainte capitaliste, ne peut faire autre chose que céder à la pression ; mais, s'il s'en libère un jour, il voit son cerveau capable de couvrir des milliers de mètres carrés d'imagination, de raison, de responsabilités.



les milices ouvrières s'entraînent à Barcelone

Une autre conclusion, rigoureuse : la vigilance permanente, le refus de se laisser aller en arrière, mais au contraire, la volonté d'avancer sans cesse, sans répit, de faire face à toutes les situations, à tous les traquenards, à toutes les tentatives de la bourgeoisie soutenue par le libéralisme, la social-démocratie, et (nous l'avons durement payé pour notre compte) par ceux qui falsifient l'histoire, qui veulent répéter les révolutions du passé ou qui appliquent savamment la pénétration des organisations révolutionnaires pour les transformer en leur contraire.

Alors que tous les mouvements révolutionnaires qui naquirent en France (Juin-36, Libération, Mai-68) étaient imprévisibles, en Espagne, depuis des semaines, la vigilance du peuple et de ses organisations révolutionnaires avait prévu le projet de coup d'Etat. Il ne surprit donc personne et, sauf là où les forces politiques de gauche étaient faibles, ou divisées, ou surprises, le peuple sut faire face, faire pression sur le gouvernement et passa à l'illégalité chaque fois que dans une province il n'obtenait ni les armes ni les moyens de sa défense.

Cela, à mon sens, prouve à quel point l'éducation « politique » des masses était élevée, et combien la vigilance et l'analyse politique doivent s'inscrire dans les concepts des militants, de la base au sommet.

Nous allons définir nos buts, nos moyens, notre stratégie, notre tactique. Que nos camarades se penchent sur la trop courte histoire de la révolution catalane, non pour la figer sur des thèmes immuables, mais pour lui redonner vigueur, confiance, pour ne pas répéter ses fautes, et pour être prêts le moment venu, à assumer la partie des tâches du militant révolutionnaire qui est d'être l'écho, le haut-parleur de la conscience populaire, et de refuser le pouvoir d'un autre sur soi-même.

Maurice JAQUIER ■

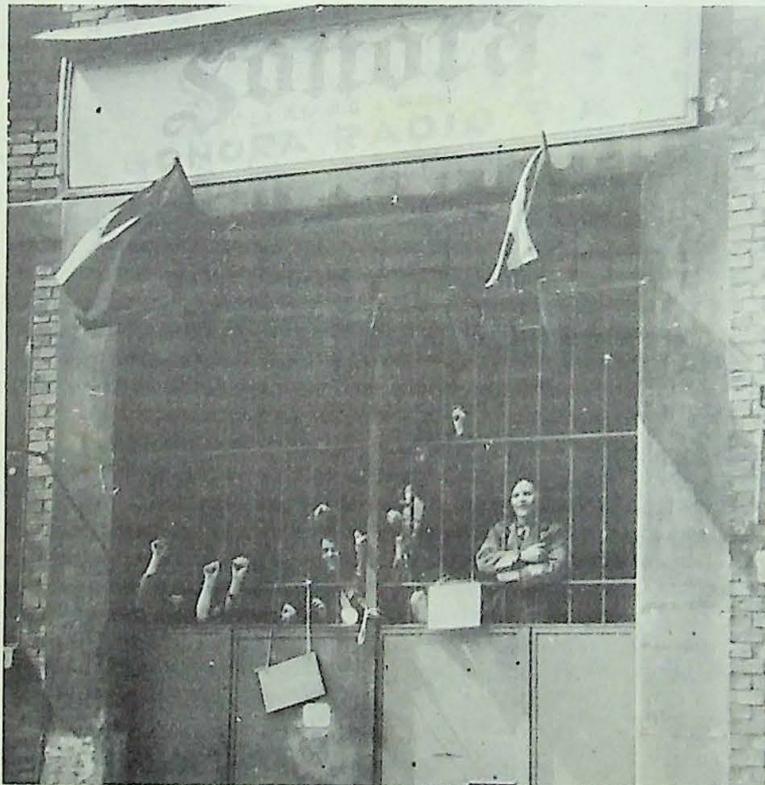
1. FAI : Fédération anarchiste ibérique.
2. CNT : Confédération nationale du travail (tendance anarchiste), majoritaire en Catalogne.
3. UGT : Union générale des travailleurs (tendance socialiste).

Maurice Jaquier est né en 1906. Entre 1922 et 1926, il milite aux JC. Il adhère ensuite à la SFIO et participe successivement aux tendances Action socialiste, Comité d'action socialiste révolutionnaire et, en 1935, à la « gauche révolutionnaire ». Il participe à la fondation du PSOP dont il est le secrétaire administratif. Condamné pour activités antimilitaristes, il s'évade et participe à divers mouvements de résistance.

Après la guerre, il milite quelque temps au PC, puis à l'UGS, et participe à la fondation du PSU dont il est toujours membre.

les femmes aussi...

1936... 1976. Y a-t-il vraiment 40 ans de passés ? Chômage, place des femmes au foyer, étonnement lorsque les femmes se battent... intérêt, mais gêne aussi des organisations ouvrières. Il semble bien qu'il y ait eu une occasion manquée. Tant que les luttes de femmes resteront cet appendice des luttes ouvrières, sujet à bien des soupçons, vite taxé de phénomène petit-bourgeois, on risque de retrouver le même espoir, et les mêmes retombées. C'est toute l'importance d'un mouvement de femmes, reconnu dans son autonomie, mais profondément enraciné dans les luttes ouvrières et populaires.



les femmes occupent

1936, pour les femmes, ce sont les luttes des féministes — qui se battent pour le droit de vote et l'éligibilité des femmes à l'exemple des suffragettes anglaises (1) — et le chômage. Dans les années qui précèdent, le chômage se développe dans des proportions considérables, les femmes sont licenciées prioritairement sans réaction suffisante des syndicats locaux. La campagne qui se mène pour le retour de la femme au foyer, le travail à mi-temps n'est pas sans effet sur l'opinion générale : « Il faut laisser le travail aux hommes. »

En Allemagne hitlérienne dès 1933, l'Etat congédie toutes les femmes mariées, y compris les enseignantes. Deux principes sont adoptés : priorité de l'homme dans l'attribution d'un emploi et la rétribution. En Italie fasciste, Mussolini fixe, lui aussi, à la femme sa mis-

(1) Il y a trois femmes sous-secrétaires d'Etat dans le gouvernement de Blum (Recherche scientifique, Santé, Education nationale), elles n'ont pas pour autant le droit de vote.

sion : être la gardienne du foyer : « Les générations de pionniers, de soldats, nécessaires à la défense de l'empire seront ce que vous les ferez » (discours aux femmes fascistes, 1937). Les femmes mariées sont renvoyées des administrations.

un mur de méfiance à abattre

En France, dès décembre 1935, 6 000 femmes chômeuses manifestent place de l'Hôtel-de-Ville. En mai-juin 1936, elles participent activement aux grèves dans la métallurgie, le textile, les PTT, les grands magasins, etc. On se réjouit de leur participation, cependant, pour la plupart des travailleurs d'alors, elles constituent encore une force d'appoint. La féministe Louise Weiss raconte, à propos de la grève des grands magasins : « Les délégués (hommes) n'étaient pas féministes, ni antiféministes (par rapport au vote des femmes)... mais le travail des femmes leur déplaisait : travaux de ménage et travaux extérieurs, c'était trop ».

On voit alors couramment les femmes déclencher la grève dans leur entreprise, puis faire appel à des syndicalistes hommes des entreprises voisines. Ainsi, lors de la grève du textile qui débute le 3 juin, les cheminots organisent des équipes qui vont remplacer les femmes aux portes des usines. Cependant, l'ardente militante syndicale Martha Desrumeaux raconte : « C'était difficile pour la nuit, il y avait les enfants, on demandait aux femmes d'essayer de régler leurs problèmes à seule fin qu'il n'y ait pas que les hommes qui occupent les usines, et les femmes se sont montrées à la hauteur de leurs tâches... » La travailleuse reste avant tout mère et épouse ; sa participation aux luttes fait craindre aux militants une dégradation des mœurs de la part des grévistes : « Mais ce que je veux souligner, c'est que tout s'est passé dans la dignité et le respect mutuel », dira Martha.

le fer de lance

Cette période de luttes est aussi marquée par l'apparition d'un syndicalisme de masse. La participation des femmes à la vie syndicale devient effective ; ainsi le Bon marché, qui ne comptait pas plus de dix syndiqués, en compte 1 800 à la fin de la grève ! C'est également en 1936 que sera réalisée la fusion des syndicats d'hommes et des syndicats de femmes d'une même entreprise ; c'est seulement à ce moment-là que les syndicats deviendront mixtes. Ce sont leurs succès revendicatifs et leur participation qui poussèrent les femmes à se syndiquer, malgré les réticences de la plupart de leurs camarades hommes.

Si le salaire des femmes double, parfois triple à la suite de leurs luttes, l'abattement des salaires demeure. Les conventions collectives conclues après les accords Matignon comportent toutes des barèmes différentiels : chez Panhard, les femmes gagneront 2,40 F de l'heure, un manœuvre homme 3,50 F en moyenne. Le salaire des femmes est encore considéré salaire d'appoint. La revendication « à travail égal, salaire égal » est au mieux posée comme principe de défense des salaires masculins contre la concurrence d'une main-d'œuvre à bon marché. Cependant au 24^e congrès du textile (1937), en énumérant les revendications des femmes, le rapporteur déclare : « d'abord lutter contre les différences des salaires ».

Pour conclure, il suffira de rapporter les propos d'un militant cégétiste du textile qui se souvient qu'avant 1936, « il y a eu des périodes difficiles avec presque pas de syndiqués, mais une accumulation de mécontentement : il suffisait qu'une ouvrière monte sur le bâti d'un métier et dise « ça suffit, on arrête le travail » pour qu'effectivement on l'arrête. Ainsi étaient déclenchées des grèves qui duraient plusieurs mois. Les femmes étaient toujours à l'avant-garde ; elles prenaient la tête de la lutte puis retombaient apparemment dans la torpeur... La grève de 1936 a permis de briser cet état de fait. Les femmes sont entrées aux syndicats en masse, ont participé à part entière à la lutte dont elles ont été l'élément déterminant. Les femmes et les jeunes filles ont été le fer de lance du mouvement. Et on a vu surgir d'un seul coup une pépinière de militantes ».

Gabrielle

(2) Bibliographie : Ce n'est pas d'aujourd'hui, de Madeleine Colin (CGT), Ed. Sociales. L'œuvre de la féministe Louise Weiss.

la culture

Avec le recul du temps, nous pouvons regarder d'un œil critique les fruits culturels du Front populaire. Ce sont, sauf quelques exceptions notables, des fruits desséchés avant d'avoir mûri. La comparaison avec mai 1968 et l'après-mai est édifiante.

Le Front unique PC-PS, puis son élargissement aux radicaux en « rassemblement populaire », a suscité parmi les travailleurs un espoir immense, un enthousiasme considérable, et des illusions non moins considérables sur les capacités des organisations ouvrières à les prendre en compte. De la même manière que les espoirs révolutionnaires des travailleurs furent dévoyés, dénaturés et bloqués, sur le plan culturel, la spontanéité, l'imagination populaire, la créativité furent canalisés.

le pouvoir n'était pas à l'imagination

Le tournant du PCF patriotard, commencé en mars 1935 à l'occasion du pacte Laval-Staline, s'accéléra à partir de la préparation des élections législatives du 26 avril 1936 : version ancien modèle de l'union du peuple de France, le front des Français impliquait la soumission à l'idéologie cocardière et patriotarde de la bourgeoisie. Deux cents familles gouvernaient la France. L'union large des Français était donc possible et entraînait l'alignement sur l'idéologie petite-bourgeoise de l'époque.

Aragon, dans un de ses plus mauvais poèmes, à l'instar de Déroulède, encensait le drapeau tricolore, le PCF appelait à manifester pour la fête de Jeanne d'Arc, et dans toutes les manifestations populaires le bonnet phrygien et les emblèmes de la révolution bourgeoise de 1789 étaient récupérés.

S'identifiant sur le plan historique à la bourgeoisie, le PCF et le PS avaient comme objectif de mettre la culture bourgeoise à la portée du peuple. On vit dans une manifestation au mur des fédérés des portraits de Victor Hugo, de Montaigne, de Rabelais.

le droit au bonheur

Les films de René Clair de cette époque traduisent assez bien le populisme petit-bourgeois et stéréo-

populaire manquée



bal improvisé dans un grand magasin

typé dégage par la « dynamique » du Front populaire. Cependant, l'idée de bonheur s'empare des masses populaires. La victoire aux élections du 3 mai fut vraiment ressentie comme une vraie victoire du peuple contre la bourgeoisie. Pendant les grèves qui, comme une traînée de poudre, embrasèrent la France du début mai à la fin juin, l'occupation des usines, « la grève sur le tas », ce fut la fête : on organisait des bals dans les entreprises occupées, on faisait venir des chanteurs, des troupes de théâtre. Parmi celles-ci, le groupe *Octobre* (les frères Prévert, Roger Blin, Maurice Baquet) tentait de renouer avec la tradition révolutionnaire. Certains mouvements de jeunesse (jeunesses socialistes, faucons rouges, et CLAJ) essayaient de faire de même.

Revenons à l'idée de bonheur : liée aux aspirations des masses à un changement de société, elle se caractérise par un énorme mouvement d'évasion vers la campagne, la nature, favorisé après les grèves (et grâce à elles) par les quarante heures hebdomadaires (un week-end complet possible !) et par les congés payés.

Août 1936 : les « congés payés » envahirent les lieux habituels de villégiature de la bourgeoisie française. Elle en frissonna. La révolution avortée, la « pause », les espoirs déçus, la révolution espagnole assassinée, le repli individuel s'exprimèrent encore plus par l'évasion.

Pourtant, un flot important émerge, représenté par les Auberges de jeunesse où cohabitèrent les nihilistes purs de l'évasion vers la nature, imprégnés par l'œuvre de Jean Giono, et les socialistes révolutionnaires qui voyaient dans le mouvement des Auberges un outil pour l'auto-organisation des jeunes et un moyen de formation socialiste.

Une culture spécifique, composite mais fortement influencée par le surréalisme, naissait dans ce mouvement et touchait plusieurs dizaines de milliers de jeunes. Ainsi le surréalisme, indirectement, et malgré le stalinisme et le réformisme, influença une petite partie de la jeunesse ouvrière et intellectuelle. Les poèmes de Jacques Prévert, les chansons de Marianne Oswald circulaient de bouche à oreille, repris en chœurs, chantés ou parlés.

Il faudra trente-deux ans, mai 1968, pour que le surréalisme, la spontanéité, l'imagination tentent... d'arriver au pouvoir.

Jean Verger

Quand on pense au cinéma de l'époque du Front populaire, on a coutume d'y associer immédiatement un courant cinématographique réaliste bien dans l'esprit de ce grand événement politique français. De ces années conquérantes et optimistes, on retient volontiers *Le crime de M. Lange* de Jean Renoir et *La belle équipe* de Julien Duvivier. *Le crime de M. Lange* décrit, sur un scénario de Prévert, un faubourg parisien où tout un petit monde de travailleuses de la blanchisserie, d'employées d'une imprimerie, de concierges, va être roulé par un homme d'affaires véreux. A la fin, tous ces braves gens créent une coopérative et l'emportent. Le crime y est surtout symbolique et le metteur en scène insiste sur la force de l'union des opprimés. C'est d'une coopérative également qu'il s'agit dans *La belle équipe* de Julien Duvivier : des chômeurs montent avec leurs gains à la loterie une guinguette dans la banlieue parisienne.

On doit signaler aussi le reste de l'œuvre de Renoir, notamment *La vie est à nous*, réalisé au début de 1936 pour la propagande électorale du PCF. Ce film devait bénéficier d'une collaboration prestigieuse : Becker, Cartier-Bresson ; Jean-Paul Le Chanois, Roger Blin. Il y a aussi *La Marseillaise*, œuvre qui insiste sur le rôle du peuple dans la révolution de 1789, mais ce film fut distribué après la chute du cabinet Blum.

Ainsi serait-on porté à croire, en concluant rapidement, que la production des années 1936-1938 reflète parfaitement les espoirs soulevés par l'arrivée de la gauche au pouvoir. Ce serait une illusion, à partir d'un choix rétrospectif qui aboutit à une vision simplificatrice du cinéma de cette époque.

En effet, en un temps où la

un cinéma populiste

société-spectacle n'était mise en cause que par des minorités militantes, les sociétés de distribution (en grande partie au main de firmes étrangères et dont la nationalisation n'a pas même été conçue par le gouvernement du Front populaire) déversent des kilomètres de pellicule sur les drames bourgeois, les vaudevilles et les aventures de *Mafiosis* au grand cœur. Sur les 349 films produits, au-delà des exceptions signalées au début, le cinéma français est beaucoup plus la représentation d'une société dépassée ; l'image parfaite d'une société militariste et colonialiste, pas du tout en accord avec l'espoir que les masses avaient investi dans le Front populaire (*La Porte du large* de Marcel l'Herbier, *Alerte en Méditerranée* de Léo Joannon).

Avec des films très célèbres comme *Pépé le Moko* (1938), on supprime toute référence au réel. L'action se passe ailleurs, dans une casbah mythique. A part la création d'une commission de cinéma animée par Marceau Pivert qui tenta un certain nombre d'initiatives, tant au niveau du cinéma de grand spectacle en demandant notamment sa nationalisation qu'au niveau du cinéma militant pour traduire un peu mieux les milliers de luttes que développaient les travailleurs dans leurs entreprises. On peut se demander si le gouvernement de l'époque n'a

pas capitulé devant la mainmise de la bourgeoisie sur ce formidable véhicule de la pensée que constituait alors le cinéma sans la concurrence de la télévision (le film subversif de Jean Vigo *Zéro de conduite* restera interdit).

On a abouti ainsi à un cinéma de divertissement facile et d'évasion, d'un cinéma en respect absolu des conventions bourgeoises. On peut expliquer cet état de choses par le désir d'un public, façonné de longue date, et qui n'a pas participé réellement à une révolution culturelle. Il n'empêche que ce cinéma-là aura contribué à « manquer la révolution 36 ». Le fait est que même les films sensés refléter l'idéal progressiste ne sont pas dépourvus d'une nostalgie populiste, petite-bourgeoise, voire réactionnaire. Les deux fins de *La belle équipe* en porte témoignage. Que fallait-il retirer du film de Duvivier ? Qu'un groupe de travailleurs ne peut construire son bonheur qu'en marge de la société ou que le destin voit l'échec de tout effort collectif ou sincère ? Il est d'autant plus difficile de se prononcer que Duvivier réserva l'échec des ouvriers au public des beaux quartiers et, pour les salles populaires, la version optimiste : les derniers membres de la coopérative (Gabin et Vanel) au lieu de s'entre-tuer pour une garce (Vivienne Romance) la chassaient et pouvaient devenir tranquillement des commerçants, bons pères de famille, prospères et honnêtes.

Entre *Le crime de M. Lange* et *La Marseillaise*, il y a eu en France très peu de films axés sur la réalité quotidienne. Avec Gérard Talon (cinéma 75), on peut dire qu'il n'y a pas eu, en France, de cinéma du Front populaire.

Alain Tlemcen ■

pour organiser des débats...

Les sections qui désirent organiser des réunions sur la base de ce dossier Front populaire peuvent utiliser un film

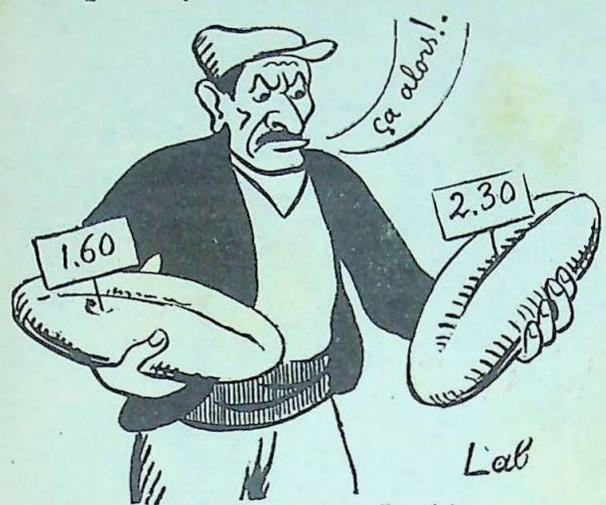
CONTRE LE COURANT

réalisé en 1938 par Marceau Pivert. On y voit les grandes mobilisations ouvrières.

S'adresser à la commission « Agit-prop » du PSU (9, rue Borromée, 75015

1^{re} date : vendredi 14 mai : Mutualité

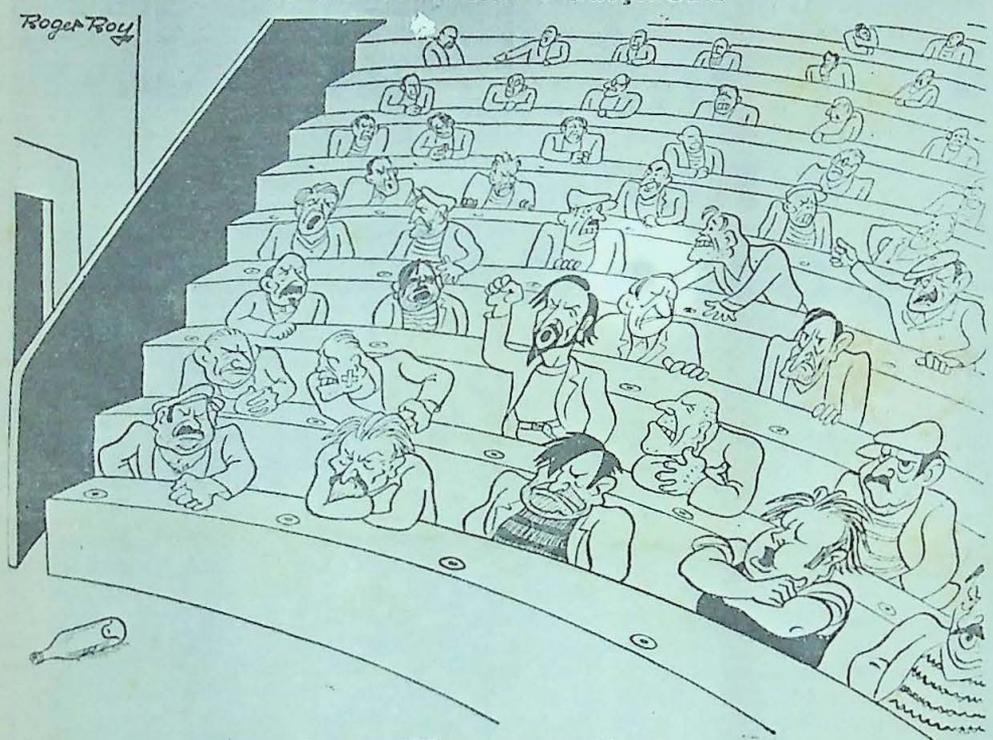
Le pain, la liberté et la paix



Le pain après 8 mois de Front Populaire.

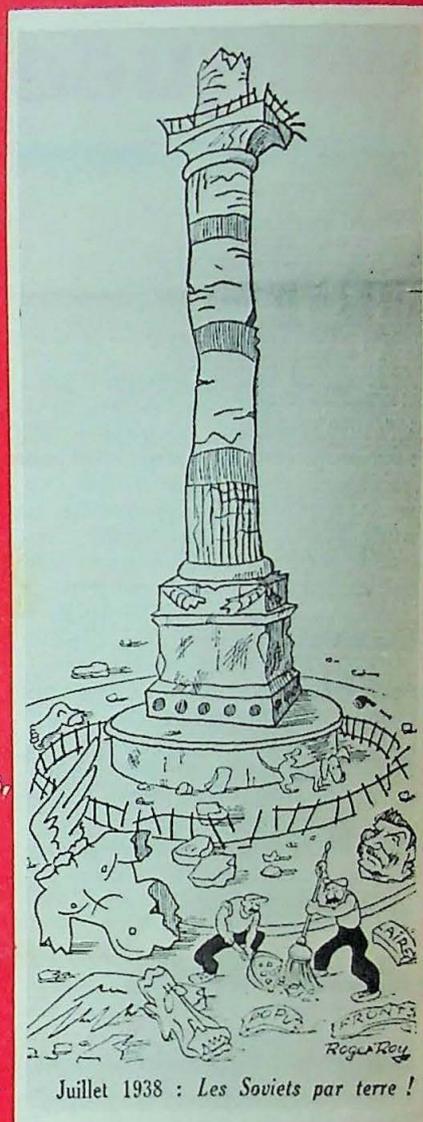
aux attaques dessinées de la droite

A LA CHAMBRE FRANÇAISE...



...ils sont 72 agents de l'étranger.

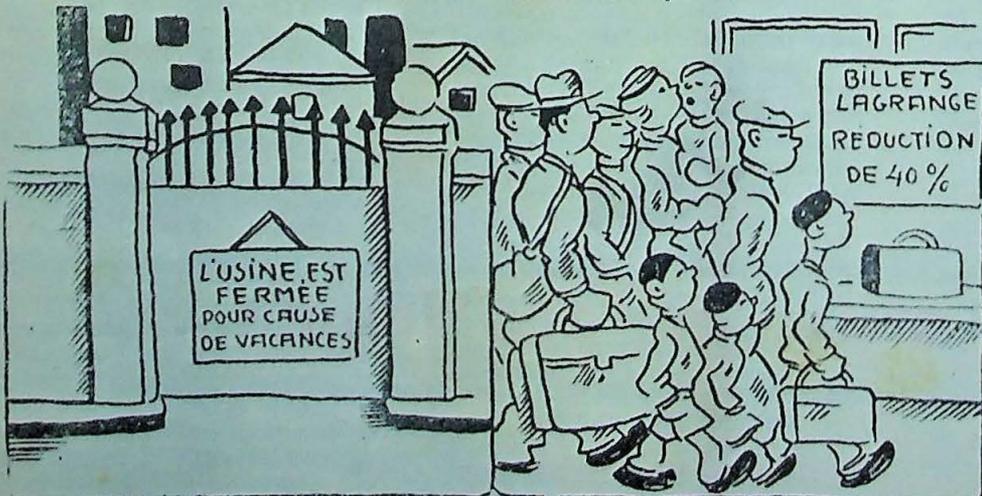
L'anticommunisme, l'antisémitisme, le mépris des travailleurs, c'est « Gringoire » et « L'œuvre »... Lisez Minute aujourd'hui... Que ceux qui voient une différence nous écrivent... ils ont gagné !



Juillet 1938 : Les Soviets par terre !

la réponse de l'ironie

Nouvelles atrocités du Front Populaire



Le Front Populaire de France poursuit ses ravages. Il vient, entre autres méfaits, de provoquer la fermeture de certaines usines...

...en donnant aux ouvriers la possibilité de partir vers la mer ou la montagne à des tarifs inconnus jusqu'à ce jour.

Le panier de crabes renversé



REUZIER

HISTOIRE SANS PAROLE